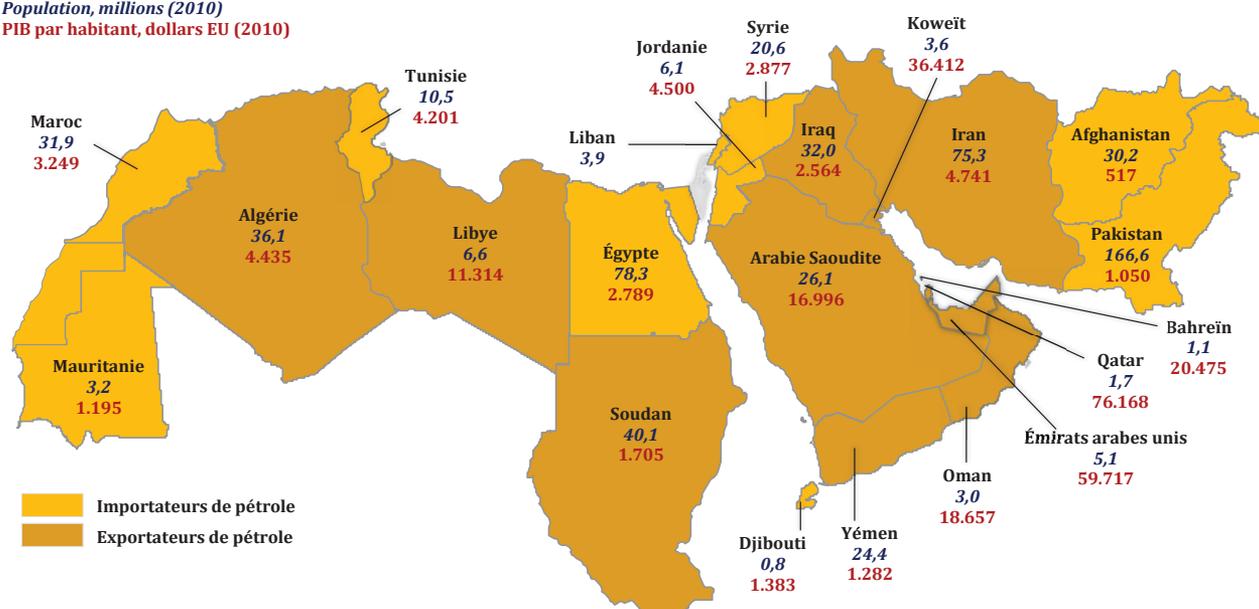


Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Population, millions (2010)
 PIB par habitant, dollars EU (2010)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; et Microsoft Mapland.

Note : Les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne reflètent pas nécessairement la position officielle du FMI.

Principaux points

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) traverse une période de transformation sans précédent. Bien qu'il soit clair aujourd'hui que les soulèvements populaires sont nés de l'aspiration à plus de liberté politique, sociale et économique, tout le monde, y compris le FMI, a été pris par surprise. Les raisons profondes de ces soulèvements sont politiques, mais elles sont inextricablement liées à des causes économiques.

Jusqu'aux derniers mois de 2010, la région était en bonne voie pour se relever de la crise mondiale. La croissance, principalement tirée par les pays exportateurs de pétrole de la région, est passé d'un taux de 2,1 % en 2009 à 3,9 % en 2010. Néanmoins, la lente croissance tendancielle des années précédentes n'a pas créé suffisamment d'emplois pour la population active grandissante.

Les événements actuels montrent clairement que les réformes, voire les périodes de croissance rapide observées en Tunisie et en Égypte, ne peuvent être durables à moins qu'elles ne créent des emplois pour une population active qui augmente à vive allure et ne s'accompagnent de mesures sociales pour les couches les plus vulnérables. Pour que la croissance soit durable, il faut qu'elle soit inclusive et largement partagée, et non accaparée par quelques privilégiés. La corruption endémique dans la région constitue un affront inacceptable à la dignité de ses citoyens, et l'absence de règles du jeu transparentes et équitables mine inévitablement la croissance inclusive.

Cependant, un programme social et inclusif ne peut survivre sans que la stabilité macroéconomique et financière ne soit au rendez-vous. Si elle fait défaut, même les pays dotés de solides institutions peuvent être mis à rude épreuve, comme l'a montré la récente crise mondiale. En ces temps de turbulences et d'incertitudes dans la région, il n'est que plus crucial de contenir la vague montante des déséquilibres budgétaires, de la dette et du service y afférent, de l'inflation et de la fuite de capitaux. Ces menaces qui pèsent sur la stabilité macroéconomique et financière pourraient — si elles ne sont pas stoppées rapidement — saper la confiance et faire dérailler les nouvelles réformes sociales.

Les perspectives sont marquées par deux courants d'évolution : l'agitation qui règne dans la région et l'envolée des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. La conjoncture économique à court terme est donc inhabituellement incertaine à cause de la situation politique et sécuritaire très fluide présente dans un certain nombre de pays.

Pour la plupart des pays exportateurs de pétrole, la hausse prévisible des cours pétroliers — de 79 à 107 dollars EU le baril — et des volumes de production se traduira par une accélération de la croissance en 2011 et une amélioration des soldes budgétaires et extérieurs, en dépit de l'augmentation récente des dépenses publiques. Les projections tablent sur un taux de progression moyen du PIB réel (Libye non comprise) à 4,9 % en 2011, contre 3,5 % en 2010, le taux de croissance hors pétrole restant à 3,5 % en 2011. Pour le Conseil de coopération du Golfe (CCG), la prévision de croissance est de 7,8 % en 2011, du fait que la production de pétrole va être accrue pour stabiliser l'offre perturbée ailleurs par des ruptures d'approvisionnement. Le taux de croissance hors pétrole du CCG gagnerait 1 %, passant à 5,3 % en 2011. D'après les estimations, l'excédent global des comptes extérieurs courants des pays exportateurs de pétrole passerait de 172 à 378 milliards de dollars EU (Libye non comprise) et celui du CCG de 136 à 304 milliards de dollars EU.

L'évolution économique des pays importateurs de pétrole s'annonce plus nuancée. Pour l'Égypte et la Tunisie, nos projections donnent la croissance en recul de 2½ à 4 points de pourcentage par rapport à 2010, en raison des perturbations de l'activité économique pendant les protestations, de la diminution du tourisme et de la baisse des investissements. L'incertitude politique pèse aussi sur l'économie du Liban et la croissance du

Pakistan qui est encore freinée par les effets des inondations de l'an dernier. Dans la plupart des autres pays, toutefois, la croissance continue à progresser, la hausse des cours des phosphates et du minerai de fer jouant au profit de la Jordanie, du Maroc et de la Mauritanie.

Face aux événements politiques — ainsi qu'à la hausse des cours des matières de base — les autorités gouvernementales de l'ensemble de la région ont réagi en accroissant les subventions des produits pétroliers et alimentaires, en relevant les salaires et les retraites des fonctionnaires, en augmentant les transferts en espèces, en réduisant les impôts et en accroissant les dépenses publiques dans d'autres domaines. Les plans nationaux de relance budgétaire pour 2011 se situent entre moins de 0,5 % du PIB dans certains pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à 22 % du PIB environ en Arabie Saoudite (les dépenses s'étalant sur plusieurs années). Alors que certains pays peuvent facilement se permettre ce surcroît de dépenses, d'autres en ressentiront le poids sur la dette et les finances publiques : le soutien de la communauté internationale aiderait à combler les besoins de financement et à contenir la hausse de l'endettement.

L'inflation globale s'est accélérée dans l'ensemble de la région, principalement sous l'effet de la hausse des cours internationaux des matières de base. Il semble toutefois que la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers déteigne sur l'inflation de base. Plus généralement, étant donné que les denrées alimentaires et produits pétroliers pèsent pour près de la moitié dans les indices des prix à la consommation des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, et que le renchérissement des produits de base risque d'être assez persistant, les banques centrales de la région vont devoir prêter davantage d'attention à l'inflation globale lors de la fixation de leurs taux directeurs et de l'orientation générale de la politique monétaire. Les taux directeurs seront aussi poussés à la hausse par le contexte d'augmentation des taux d'intérêt mondiaux et des primes de risque sur les emprunts souverains.

Au-delà des enjeux immédiats, les récents soulèvements offrent une occasion unique de jeter les bases d'un programme de croissance inclusive et respectueux de la solidarité sociale au Moyen-Orient. Chaque pays devra définir sa propre feuille de route en vue d'une transformation largement consensuelle, mais ils devront tous tendre vers des objectifs communs pour réaliser le potentiel à long terme de la région : un climat de stabilité macroéconomique pour inspirer la confiance et attirer les investissements; la création de suffisamment d'emplois dans le secteur privé pour résorber le chômage et absorber la population active en rapide essor; des débouchés économiques pour que l'ensemble des citoyens puissent réaliser leur potentiel; la protection sociale des plus vulnérables; et des institutions solides et transparentes tenues de rendre compte de leurs actions et de garantir une bonne gouvernance. Le but n'est pas seulement une croissance plus vigoureuse, mais aussi une croissance plus inclusive et des gains en matière de développement qui soient largement partagés.

Au moment de la préparation de cette édition du Rapport sur les perspectives économiques régionales, de nombreuses incertitudes pesaient sur l'évolution future de la région MOAN. Elle a cependant de nombreux points forts sur lesquels construire son avenir : une population jeune et dynamique, d'abondantes ressources naturelles, un vaste marché régional, une situation géographique avantageuse et des débouchés sur les principaux marchés mondiaux. Alors que les mois à venir seront difficiles et inévitablement marqués par des revers, il y a une dynamique de changement prometteuse à développer.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–11

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne				Proj.
	2000–07	2008	2009	2010	2011
MOANAP¹					
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	4,7	2,1	3,9	3,9
Solde des transactions courantes	9,5	13,3	1,7	5,9	11,7
Solde budgétaire global	3,2	6,7	-3,6	-0,2	2,4
Inflation (croissance annuelle)	6,2	14,3	7,6	7,5	10,8
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP¹					
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	4,7	0,7	3,5	4,9
Solde des transactions courantes	13,4	18,8	4,2	9,2	16,9
Solde budgétaire global	7,3	12,9	-2,7	3,0	7,5
Inflation (croissance annuelle)	6,9	14,8	5,8	6,8	10,9
Dont : Conseil de Coopération du Golfe					
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	7,2	0,2	5,0	7,8
Solde des transactions courantes	15,7	22,5	7,6	12,5	21,7
Solde budgétaire global	11,9	24,7	-0,8	7,2	12,6
Inflation (croissance annuelle)	2,2	11,0	3,0	3,2	5,3
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP					
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	4,8	4,7	4,7	2,3
Solde des transactions courantes	-0,8	-4,6	-4,6	-3,3	-4,1
Solde budgétaire global	-5,1	-5,4	-5,2	-6,0	-6,8
Inflation (croissance annuelle)	4,7	13,3	11,1	8,8	10,7
<i>Pour mémoire</i>					
MOAN¹					
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	5,1	1,8	3,8	4,1
Solde des transactions courantes	10,4	14,9	2,4	6,5	12,7
Solde budgétaire global	4,1	8,6	-3,4	0,6	3,3
Inflation (croissance annuelle)	6,2	14,5	6,1	7,0	10,2
Pays importateurs de pétrole de la région MOAN					
PIB réel (croissance annuelle)	4,7	6,4	4,8	4,5	1,9
Solde des transactions courantes	-1,0	-3,1	-4,2	-3,8	-5,2
Solde budgétaire global	-6,6	-4,5	-5,4	-6,2	-7,9
Inflation (croissance annuelle)	4,2	13,5	7,0	7,6	8,3

Sources : autorités nationales; et calculs et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 excluent la Libye.

MOANAP : 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen;

2) Importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

1. Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : l'heure est aux réformes fondamentales

L'envolée des prix du pétrole, surtout après le début des récents événements dans la région, contribue à accroître les excédents budgétaires et courants des pays exportateurs de pétrole de la MOANAP. Le complément de recettes pétrolières a servi en partie à répondre aux tensions sociales. Dans leur gestion des incertitudes à court terme, ces pays ne doivent pas négliger les problèmes à plus longue échéance : assurer une croissance solidaire, forte et durable pour donner des emplois à une population active en augmentation rapide, surtout aux jeunes; améliorer la gestion budgétaire; et poursuivre le développement du système financier.

Une incertitude grandissante, mais des rentrées exceptionnelles

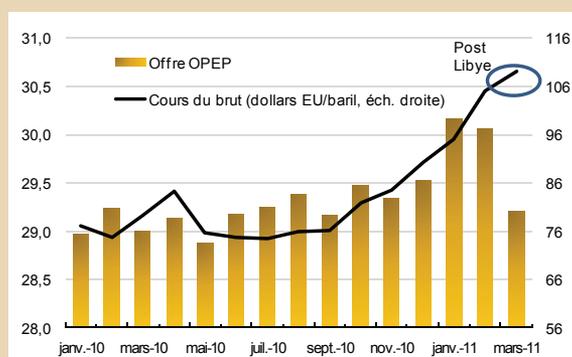
Les répercussions de la situation politique en Tunisie et en Égypte se sont fait sentir à des degrés divers dans les pays exportateurs de pétrole de la région. Beaucoup ont réagi en augmentant les dépenses publiques et en créant des emplois pour atténuer les tensions sociales. Les mouvements de contestation montrent aussi la nécessité de procéder à des réformes économiques fondamentales — politique sociale, gestion budgétaire, gouvernance, climat des affaires, marché du travail et accès au secteur financier — pour faciliter une croissance plus généralisée. La contestation a entraîné une réévaluation en hausse du risque attaché à la région, mais l'augmentation résultante des prix du pétrole a des retombées financières exceptionnelles. Les prix moyens sur les marchés au comptant, qui, portés par les fondamentaux, s'étaient élevés progressivement de 25 % d'août 2010 à janvier 2011 pour atteindre 95 dollars le baril, ont ensuite connu une nouvelle poussée dans un contexte de volatilité accrue, dépassant 110 dollars le baril en mars (graphique 1.1). La hausse s'est poursuivie au début d'avril, avec l'intensification des troubles sociaux et politiques en Libye, situation qui a mis d'autant plus en relief le rôle des autres producteurs de pétrole dans la stabilisation de l'offre (encadré 1.1)¹.

La croissance sera probablement inégale en 2011, mais le CCG considéré dans son ensemble avance

Préparé par Ananthakrishnan Prasad et David Robinson avec le concours des équipes-pays.

¹Le tremblement de terre au Japon au début de mars et les inquiétudes qu'il a fait naître à propos des centrales nucléaires a encore rendu plus incertaine l'évolution de la situation pétrolière.

Graphique 1.1
Les cours du brut montent en flèche
(Millions de barils par jour)



Sources : Agence internationale de l'énergie; et estimations des services du FMI.

en tête. L'activité économique devrait progresser en moyenne de 4,9 % dans les pays exportateurs de pétrole de la MOANAP (à l'exclusion de la Libye) (graphique 1.2). Bahreïn, l'Iran, la Libye, le Soudan et le Yémen vont sans doute être touchés, mais dans les autres pays la croissance devrait largement dépasser le rythme tendanciel². Les membres du CCG devraient connaître cette année une croissance particulièrement forte (7,8 %), tirée surtout par le secteur pétrolier, puisqu'ils augmentent la production, mais soutenue aussi par un niveau élevé de dépenses publiques. À 20 %, le Qatar devrait être le plus performant, fort de la hausse continue de la production de gaz et de ses importants investissements publics, suivi par l'Arabie Saoudite avec un taux de croissance de

²Les projections pour 2011 concernant les exportateurs de pétrole de la MOANAP excluent la Libye pour toutes les variables économiques.

Encadré 1.1

La stabilisation du marché pétrolier mondial

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) détiennent 41 % des réserves mondiales prouvées de brut, dont 21 % pour l'Arabie Saoudite à elle seule. Ces pays, et notamment l'Arabie Saoudite, ont effectué des investissements importants pour augmenter les capacités de production — y compris en 2008 lors de la chute des cours — donnant à l'offre une marge pour amortir les chocs sur les marchés mondiaux. Au demeurant, l'OPEP et l'Arabie Saoudite ont déclaré que l'extraction augmenterait dans l'éventualité d'une pénurie mondiale causée par des perturbations de l'offre. Plusieurs exportateurs de pétrole de la région MOANAP (Algérie, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Iraq et Koweït) ont déjà réagi aux déficits d'approvisionnement à l'échelle mondiale entraînés par les troubles en Libye.

Production de brut de l'OPEP

(Millions de barils par jour)

	Nov. 2010	Déc. 2010	Variation de la production (déc. 2010–févr. 2011)	Capacité soutenable ¹	Capacité réserve par rapport à févr. 2011
Algérie	1,27	1,27	0,01	1,31	0,03
Angola	1,66	1,62	-0,02	1,84	0,24
Équateur	0,47	0,48	0,01	0,50	0,01
Iran	3,68	3,68	0,00	3,70	0,02
Iraq	2,42	2,45	0,23	2,75	0,07
Koweït	2,29	2,30	0,08	2,55	0,17
Libye	1,56	1,56	-0,17	1,80	0,41
Nigéria	2,18	2,26	-0,10	2,50	0,34
Qatar	0,82	0,82	0,00	1,00	0,18
Arabie Saoudite	8,50	8,50	0,40	12,10	3,20
Émirats arabes unis	2,29	2,38	0,10	2,70	0,22
Venezuela	2,19	2,20	0,00	2,35	0,15
<i>Pour mémoire</i>					
Total OPEP²	29,33	29,52	0,54	35,10	5,04
Offre hors OPEP³		53,00	0,11		
Offre mondiale⁴		88,10	88,97		
Demande mondiale⁵		87,90	89,40		

Source : Agence internationale de l'énergie.

¹Niveaux de capacité pouvant être atteints en 30 jours et soutenus sur 90 jours.²Pétrole brut.³Comprend le brut, les condensés, les liquides de gaz naturel et le pétrole de sources non traditionnelles.⁴Données correspondant à décembre 2010 et février 2011.⁵Demande moyenne de pétrole pour 2010 et 2011.

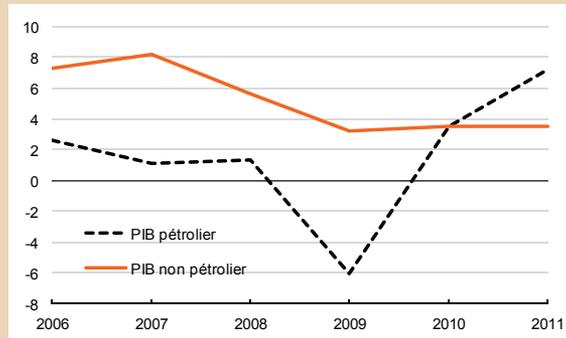
7,5 %, attribuable pour l'essentiel à l'augmentation de la production de brut³. Parmi les pays non membres du CCG, on prévoit un net repli de la croissance en

Libye où le conflit a gravement perturbé le secteur des hydrocarbures (qui représente plus de 70 % du PIB et au moins 90 % des exportations et des recettes publiques).

³Si la production de pétrole de l'Arabie Saoudite restait au niveau de janvier 2011, le taux de croissance prévu du pays fléchirait à 4,7 %.

La croissance hors pétrole devrait rester forte dans tous les pays (sauf l'Iraq), principalement sous l'effet d'une hausse des dépenses publiques

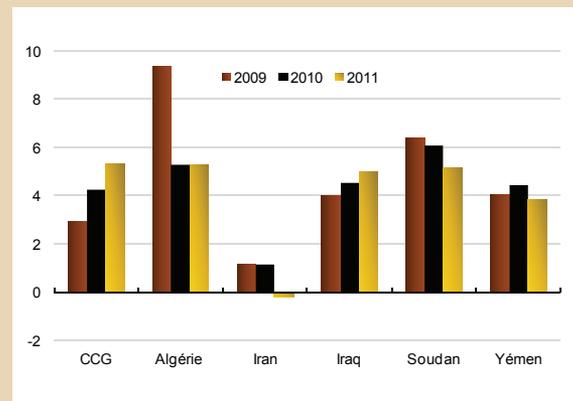
Graphique 1.2

Croissance en hausse dans les pays exportateurs de brut¹*(Croissance du PIB réel, en pourcentage)*

Sources : autorités nationales; et estimations des services du FMI.

¹Les données de 2011 excluent la Libye.

Graphique 1.3

L'activité non pétrolière reste robuste*(Croissance du PIB réel non pétrolier, en pourcentage)*

Sources : autorités nationales; et estimations des services du FMI.

(graphique 1.3). En Iran, elle devrait demeurer inférieure au rythme tendanciel en 2011, l'économie réagissant à la réforme des subventions énergétiques, mise en œuvre en décembre 2010 et qui devrait porter ses fruits à long terme (encadré 3.2.3).

Au Soudan, la période de transition de six mois conduisant à l'indépendance du Sud en juillet 2011 pourrait entraîner un ralentissement de la croissance en 2011 (encadré 1.2). Les pays membres du CCG obtiendront encore de bons résultats en 2011, à l'exception de Bahreïn où l'incertitude domine. La vigueur de l'expansion non pétrolière dans la région découle en partie de l'application de projets de diversification économique : modification de la législation sur les investissements directs étrangers (IDE), création de partenariats public-privé et promotion des coentreprises. Ces mesures ont pour but d'élargir l'assiette fiscale et de générer des emplois, le chômage restant élevé, surtout chez les jeunes dans nombre de ces pays (encadré 1.3).

Les marchés financiers ont été touchés. Dans tous les pays exportateurs de pétrole de la MOANAP, les indices boursiers sont en recul depuis le 11 janvier (graphique 1.4), certains (Bahreïn, Dubaï) étant maintenant proches des minima atteints après la crise mondiale de 2008. Les écarts des contrats sur risques de défaut (CDS) souverain se sont creusés dans l'ensemble des pays du CCG sous l'effet de la crise actuelle (graphique 1.5), mais ils sont inférieurs

aux niveaux constatés dans le sillage de la crise mondiale. Depuis le début des troubles, les agences de notation ont rétrogradé Bahreïn et la Libye.

Les soldes budgétaires et extérieurs s'améliorent sur fond d'incertitude quant aux prix du pétrole. La forte croissance des recettes pétrolières va générer de considérables excédents budgétaires et courants en 2011. On prévoit que l'excédent courant des exportateurs de brut (à l'exclusion de la Libye) s'élève cette année à quelque 378 milliards de dollars, dont à peu près 304 milliards pour les pays du CCG (graphique 1.6)⁴. Mais ces projections sont extrêmement aléatoires. Pour les exportateurs de pétrole considérés dans leur ensemble, l'incertitude liée aux recettes est très grande : on la mesure par la différence entre les excédents des paiements courants au point bas (88 dollars le baril) et au point haut (114 dollars le baril) des prix à terme observés au premier trimestre de 2011 (graphique 1.7).

L'excédent budgétaire devrait représenter quelque 7,5 % du PIB de cette année, contre 3 % en 2010, malgré la hausse des dépenses publiques discrétionnaires annoncée par de nombreux pays (Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Koweït, Oman et Yémen) (graphique 1.8). Toutefois, cette tendance globale masque des différences au vu des soldes non

⁴En faisant l'hypothèse d'un prix du baril de 107,16 dollars en 2011.

Encadré 1.2

Soudan : Les défis économiques du Nord et du Sud

L'accession projetée à l'indépendance du Sud Soudan en juillet 2011 aura d'importantes répercussions macroéconomiques. Au Nord, la perte de la production pétrolière du Sud entraînera des déséquilibres internes et externes. Il pourrait s'avérer difficile de préserver la stabilité macroéconomique face à ce choc permanent, surtout à un moment où le pays peine à obtenir des financements extérieurs. Au Sud, la principale tâche à accomplir sera la mise en place de solides institutions, bien gérées, responsables et transparentes, pour s'assurer que la manne pétrolière serve à favoriser une croissance durable et à réduire une pauvreté généralisée.

L'incidence sur le Nord

L'indépendance aura un effet immédiat sur les recettes budgétaires et externes du Nord Soudan. Les revenus pétroliers, qui représentent plus de la moitié des rentrées de l'État, pourraient chuter de quelque 75 % (6 points de PIB). Près de la moitié de ce manque à gagner serait compensée par la réduction des transferts au Sud; dans ces conditions, le déficit budgétaire total pourrait se creuser d'environ 3 points de PIB. Le solde des transactions courantes se dégraderait de quelque 4 points de PIB pendant les deux prochaines années, sous l'effet conjugué du recul des exportations de pétrole — qui constituent près de 90 % du total — et d'une hausse des importations de produits pétroliers. À court terme, les entrées de capitaux, y compris au titre de l'IDE, risquent de diminuer, d'où un éventuel besoin de financement pouvant atteindre 3 à 4 points de PIB en 2012.

État d'avancement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) au Soudan en 2010

Indicateurs	Nord Soudan	Objectif 2015	Sud Soudan	Objectif 2015
OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim				
Incidence estimée de la pauvreté (pourcentage de la population totale)	47	23	51	45
Prévalence de la malnutrition infantile (insuffisance pondérale; pourcentage des moins de 5 ans)	32	16	48	24
Proportion de la population en dessous du seuil minimum de consommation énergétique alimentaire	28	14	47	11
OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous				
Taux brut de scolarisation primaire	71	100	48	100
Taux d'alphabétisation des adultes	78	100	37	-
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes				
Taux d'inscription des filles à l'école primaire par rapport aux garçons	54	100	1	100
Proportion des sièges occupés par des femmes dans les parlements/conseils d'État	25	-	32	-
OMD 4 Réduire la mortalité infantile				
Taux de mortalité chez les moins de 5 ans (pour 1.000)	102	41	381	83
Taux de mortalité chez les nourrissons (pour 1.000 naissances vivantes)	71	53	131	-
Enfants d'un an vaccinés contre la rougeole	85	100	20	-
OMD 5 Améliorer la santé maternelle				
Ratio de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	638	134	1.989	1.680
Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	57	90	10	-
Couverture de soins prénataux (au moins une consultation et au moins quatre consultations)	70	-	16	-
OMD 7 Intégrer les principes de développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources naturelles				
Accès à une source d'eau améliorée (pourcentage de la population)	59	82	48	75
Accès à des installations sanitaires améliorées (pourcentage de la population)	40	67	6	53

Source : Programme des Nations Unies pour le développement, Soudan.

Les défis qui attendent le Sud

Un Sud Soudan indépendant devra relever plusieurs défis : dépendance totale à l'égard des revenus pétroliers (actuellement 98 % environ des recettes publiques), faiblesse des institutions administratives, manque d'infrastructures et pénurie de fonctionnaires bien formés. À cela s'ajoute que près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national. Enfin, le Sud Soudan est très en retard par rapport au Nord et aux autres pays d'Afrique subsaharienne au regard des Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans les années à venir, pour relever ces défis, il devra recourir à une aide substantielle de la communauté internationale.

L'auteur de cet encadré est Jemma Dridi.

pétroliers et primaires. Le ratio solde budgétaire non pétrolier des administrations publiques rapporté au PIB non pétrolier devrait se dégrader en Arabie Saoudite, en Iraq, au Koweït, à Oman, au Soudan et au Yémen (graphique 1.9).

Malgré les recettes exceptionnelles, des défis subsistent à court terme

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont de nature baissière et pourraient s'intensifier, surtout si les troubles s'étendaient. L'évolution de la situation sécuritaire en Libye a déjà eu des répercussions sur la région sous forme d'une baisse des envois de fonds vers l'Égypte et la Tunisie, ce qui aggrave les difficultés de ces deux pays⁵. La persistance des troubles pourrait inquiéter les investisseurs et pénaliser l'activité du secteur privé (Bahreïn, Libye, Oman, Yémen), tout en influant négativement sur le coût et la disponibilité des financements dans toute la région. L'IDE et les activités touristiques naissantes s'en ressentiront (Bahreïn, Libye, Oman, Yémen), au risque de neutraliser les récents progrès dans la création d'emplois et la diversification économique dont les pays ont tant besoin. En outre, si les cours boursiers restaient orientés à la baisse, cela pourrait freiner la reprise de l'immobilier et plomber les bilans du secteur financier (pays du CCG). Néanmoins, la situation des pays membres du CCG a des répercussions bénéfiques sur le reste du monde (encadré 1.4)

⁵En 2010, il y avait en Libye à peu près 1,5 million de travailleurs immigrés, principalement originaires d'Égypte et de Tunisie.

Les mesures de relance budgétaire à court terme ont été financées par la hausse des rentrées pétrolières, mais elles risquent d'avoir relevé de façon permanente le niveau des dépenses. De nombreux exportateurs de pétrole de la région MOANAP disposent d'une importante marge de manœuvre budgétaire et ont augmenté les dépenses pour réagir à la contestation interne et à l'aggravation des incertitudes, ainsi que pour amortir l'effet du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques (graphique 1.9). S'agissant de Bahreïn et d'Oman, le Fonds de développement du Golfe, nouvellement créé, doit apporter à chacun de ces pays 10 milliards de dollars supplémentaires (soit 40 % du PIB de 2010 dans le cas de Bahreïn) pour financer des logements et des infrastructures, ce qui revient à accroître la marge d'action budgétaire. Les pays qui disposent de peu de latitude, comme l'Iran, le Soudan et le Yémen, ont adopté des mesures pour augmenter les recettes non pétrolières et maîtriser les dépenses tout en améliorant leur qualité, afin de réduire leurs déficits en 2010–11. De nouvelles initiatives ont été annoncées pour modérer les tensions résultant du renchérissement de l'alimentation, aider les chômeurs et atténuer les difficultés de logement (tableau 1.1). Leur coût s'échelonne de 0,3 point de PIB (en Algérie) à quelque 22 points (en Arabie Saoudite, étalé sur un certain nombre d'années). Beaucoup de ces mesures ont un caractère permanent et il pourrait être difficile d'en réduire l'ampleur, d'où le risque de tensions budgétaires accrues à l'avenir, surtout si la progression des prix du pétrole est temporaire. L'Iran, grâce à d'importantes réformes des subventions, et le Qatar, grâce au relèvement des

Encadré 1.3**La création d'emplois dans les pays exportateurs de pétrole**

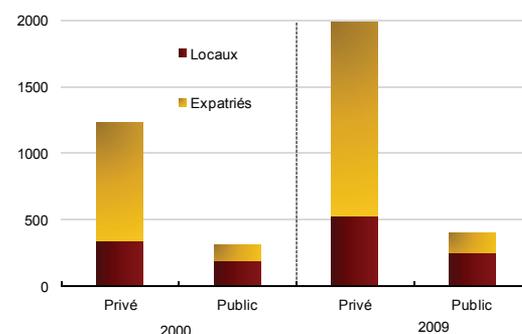
Durant la décennie écoulée, les exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont créé beaucoup d'emplois. Les pays du CCG l'ont fait en particulier dans le secteur privé et principalement pour les expatriés. L'inadéquation des qualifications et l'importance des différences de salaires entre travailleurs locaux et expatriés expliquent largement le faible niveau d'emploi des ressortissants nationaux dans le secteur privé.

Le principal défi à moyen terme consiste à offrir un travail à une population croissante. Le chômage des nationaux est relativement élevé, surtout parmi les jeunes, dans certains pays membres du CCG (Arabie Saoudite et Oman) ou dans d'autres pays (Algérie, Iraq).

Pour améliorer les perspectives dans ce domaine, il faut créer les conditions d'un développement des activités privées. La diversification de l'économie au service de l'emploi dépendra de l'efficacité des réformes de l'éducation, du développement de la formation et des progrès de productivité. Se contenter de relever le salaire minimum dans le secteur privé sans mesures d'accompagnement, comme cela a été fait récemment à Oman, a peu de chances de résoudre les problèmes d'emploi de la population locale. Les pays doivent poursuivre leurs programmes de réforme en élevant la qualité du capital humain et en améliorant le climat des affaires.

Création d'emplois dans la région MOAN¹*(Millions)*

	2000	2009	Variation annuelle en pourcentage
Algérie	6,2	10,2	7,1
Bahreïn	0,2	0,4	16,1
Iran	15,6	18,0	1,7
Koweït	1,2	2,1	8,2
Libye	1,4	1,6	1,2
Oman	0,7	1,1	8,0
Arabie Saoudite	6,0	8,1	4,0
Soudan	8,7	12,0	4,2
Émirats arabes unis	1,7	3,5	11,5

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.¹Emploi total.**CCG : Emploi dans les secteurs public et privé***(Moyenne; milliers de travailleurs)*

Source : autorités nationales.

Les auteurs de cet encadré sont Joshua Charap, Ananthkrishnan Prasad et Renas Sidahmed.

prix intérieurs de l'essence, font exception dans la mesure où ils cherchent à réduire les distorsions résultant de subventions élevées aux prix intérieurs de l'énergie.

Les tensions inflationnistes s'accroissent, de même que les inquiétudes liées à la sécurité alimentaire. L'inflation devrait s'accroître en 2011 dans presque tous les pays, pour atteindre une moyenne de 11 % dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole. La progression la plus forte est prévue

en Iran, en raison de la réforme des subventions (graphique 1.10). Dans les pays du CCG, l'inflation devrait s'élever à 5,3 % en 2011, contre 3,2 % en 2010 (graphique 1.11). Si le principal facteur de l'inflation globale est le prix de l'alimentation, l'inflation sous-jacente augmente dans de nombreux pays sous l'effet d'une hausse des anticipations.

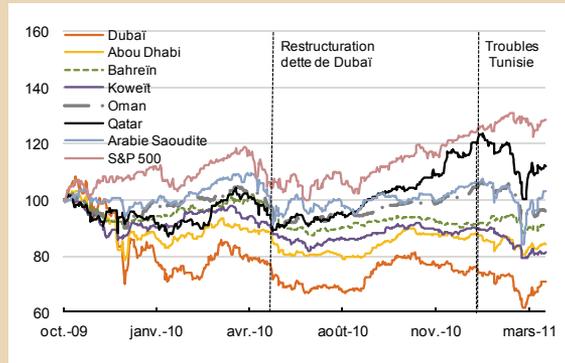
L'envolée des cours des principales céréales, dont le maïs et le blé, aggrave les préoccupations de sécurité alimentaire, sachant que nombre d'exportateurs de

1. EXPORTATEURS DE PÉTROLE DE LA RÉGION MOANAP : L'HEURE EST AUX RÉFORMES FONDAMENTALES

Graphique 1.4

Les marchés boursiers sont en repli

(Indice; 1^{er} oct. 2009 = 100; 31 août 2008–28 mars 2011)

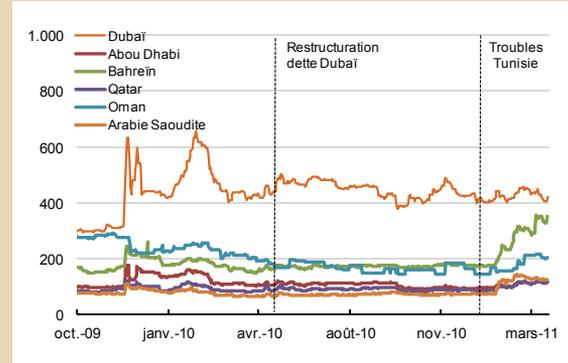


Source : Bloomberg.

Graphique 1.5

Les écarts de CDS se creusent

(Points de base; 1^{er} oct. 2009–28 mars 2011)

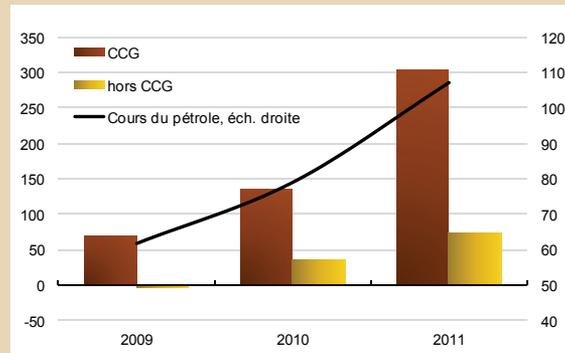


Source : Markit.

Graphique 1.6

Les soldes courants s'améliorent partout

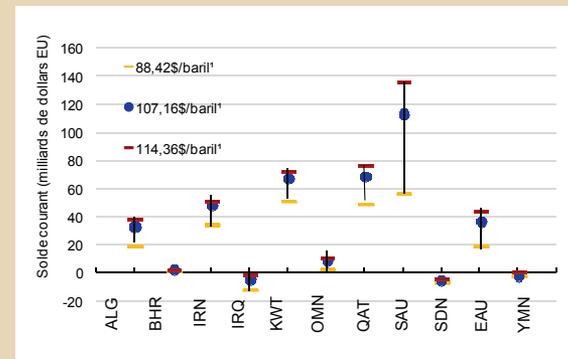
(Milliards de dollars EU)



Sources : autorités nationales; et estimations des services du FMI.

Graphique 1.7

Soldes courants selon divers scénarios de prix



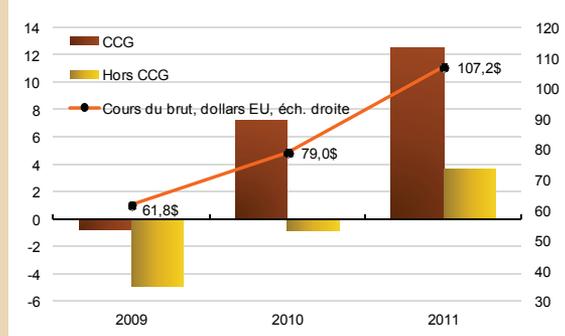
Source : autorités nationales.

¹Cours minima et maxima du pétrole entre le 1^{er} janv. 2011 et le 22 mars 2011.

Graphique 1.8

Les soldes budgétaires s'améliorent

(Pourcentage du PIB)

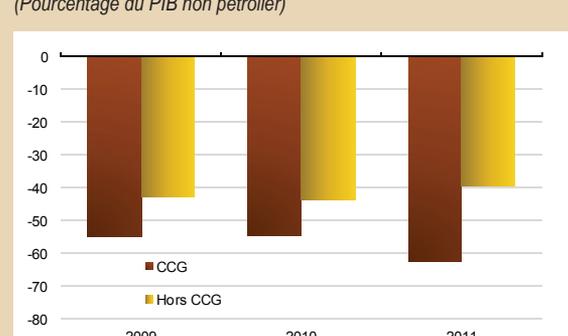


Sources : autorités nationales; et estimations des services du FMI.

Graphique 1.9

Les soldes budgétaires non pétroliers sont en expansion

(Pourcentage du PIB non pétrolier)



Sources : autorités nationales; et estimations des services du FMI.

Encadré 1.4

Le CCG et son impact sur la région

Traditionnellement, l'économie des pays du CCG a eu des effets d'entraînement sur le reste du monde. En 2008 et 2009, le montant élevé des envois de fonds des travailleurs expatriés et des investissements directs étrangers réalisés par les pays membres du CCG a amorti l'impact de la crise mondiale sur beaucoup de pays de la région. En outre, les importations du CCG, bien que modestes, continuent de leur offrir des débouchés.

CCG : effets d'entraînement sur le reste du monde*(Milliards de dollars EU)*

	2008	2009	2010	2011 ¹
Envois de fonds	52,9	60,4	65,6	74,9
IDE	38,6	16,0	20,9	42,7
Importations	515,1	444,3	491,0	578,3
Dépôts non bancaires	113,6	112,9	134,1 ²	

Sources : Banque des règlements internationaux; autorités nationales; Banque mondiale; et estimations des services du FMI.

¹Projections des services du FMI.

²T3 2010.

De 1973 à 2008, les flux d'aide — émanant surtout de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis et du Koweït — ont représenté en moyenne 1,5 % de la somme de leurs revenus nationaux bruts. Les pays de la région MOANAP ont reçu d'autres pays de cette même région de 10 % à 70 % du total de l'aide publique au développement.

S'agissant de la croissance, les liens entre le CCG et les autres pays de la région sont également importants. Selon certaines estimations, une accélération de 1 point de la croissance du PIB réel dans le CCG ajoute 1/3 de point à celle des pays d'origine des travailleurs migrants. Le niveau élevé des prix du pétrole incite davantage les pays membres du CCG à poursuivre leurs programmes d'investissements et à recycler leurs recettes pétrolières à l'étranger.

Les perspectives en matière d'envois de fonds sont assombries par les initiatives envisagées dans certains pays, comme l'Arabie Saoudite, pour encourager davantage le recrutement de leurs ressortissants afin de réduire leur taux de chômage.

L'auteur de cet encadré est Ananthkrishnan Prasad.

pétrole de la MOANAP figurent parmi les plus gros importateurs mondiaux de blé; l'Algérie et l'Iraq sont respectivement aux troisième et neuvième rangs. Les cours mondiaux du blé ont augmenté de plus de 75 % sur la période de douze mois qui s'est achevée le 31 mars 2011. Le surcroît de production découlant de l'extension mondiale des surfaces cultivées et de conditions climatiques moins rigoureuses devrait quelque peu relâcher la pression sur les marchés pendant les douze prochains mois. Des facteurs structurels (évolution des habitudes alimentaires dans les pays émergents et en

développement, essor des biocarburants augmentant la demande de céréales) concourent aussi à la progression de la demande de produits alimentaires.

Les pays exportateurs de pétrole doivent se montrer vigilants face aux effets de second tour où l'inflation alimentaire se répercute rapidement sur l'inflation non alimentaire. Certains gouvernements, notamment ceux des pays du CCG (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar), devront surveiller attentivement les effets des mesures de relance budgétaire sur la demande globale, afin de prévenir la réapparition de tensions inflationnistes.

Tableau 1.1

Synthèse des mesures récentes de politique budgétaire

Description des mesures		Dates d'annonce	Coût budgétaire (pourcentage du PIB)	Durée
CCG				
Bahreïn	• Transferts monétaires de 2.660 \$ à chaque famille	13 février 2011	1,5	Temporaires
Koweït	• Fourniture gratuite d'aliments de base pendant 14 mois avec des transferts monétaires	17 janvier 2011	Supérieur à 2,5 (ampleur de la subvention alimentaire impossible à quantifier à ce stade)	Temporaires
Oman	• Emplois pour 50.000 Omanis; instauration d'une allocation-chômage mensuelle de 390 \$	27 février 2011	1,25	Permanentes
Arabie Saoudite	• Construction de 500.000 logements, construction et agrandissement d'hôpitaux	18 mars 2011	15	Temporaires
	• Prime de deux mois de salaire aux agents de la fonction publique	18 mars 2011		Temporaires
	• Augmentation de 19 % du salaire minimum de la fonction publique	18 mars 2011		Permanentes
	• Injection de fonds propres dans les établissements de crédit spécialisés pour faciliter l'amortissement des dettes et accroître les prêts hypothécaires, fourniture de logements à bas prix, et couverture élargie de l'assurance sociale et de l'allocation-chômage	23 février 2011		Temporaires
	• Prolongation indéfinie de l'indemnité de 15 % au titre de l'inflation pour les agents de la fonction publique, progressivement mise en place durant les 3 dernières années	Novembre 2010	1,7	Permanentes
Émirats arabes unis	• Promotion des infrastructures centrée sur les émirats du nord	1 ^{er} février 2011	0,5	Temporaires
	• Augmentation de 70 % des pensions pour le personnel militaire	1 ^{er} février 2011		Permanentes
	• Subventions du riz et du pain	1 ^{er} février 2011		
Autres pays exportateurs de pétrole				
Algérie	• Exonération temporaire des taxes sur le sucre et les huiles comestibles	13 janvier 2011	0,3	Temporaires
Yémen	• Augmentation des salaires de la fonction publique	23 janvier 2011	1,4	Permanentes
	• Expansion de la couverture du fonds de bien-être social à 500.000 ménages	23 janvier 2011	0,2	
	• Versement d'indemnités mensuelles temporaires aux jeunes diplômés	12 février 2011	0,2	Temporaires
	• Exonération des frais de scolarité	12 février 2011	0,2	
	• Rétablissement des primes et indemnités aux fonctionnaires	12 février 2011	1,0	Permanentes
	• Recrutement de 60.000 nouveaux diplômés	12 février 2011	0,2	Permanentes
	• Autres	13 février 2011	0,3	

Source : estimations des services du FMI.

Jusqu'à présent, seul le Soudan a durci sa politique monétaire face à la montée des tensions inflationnistes.

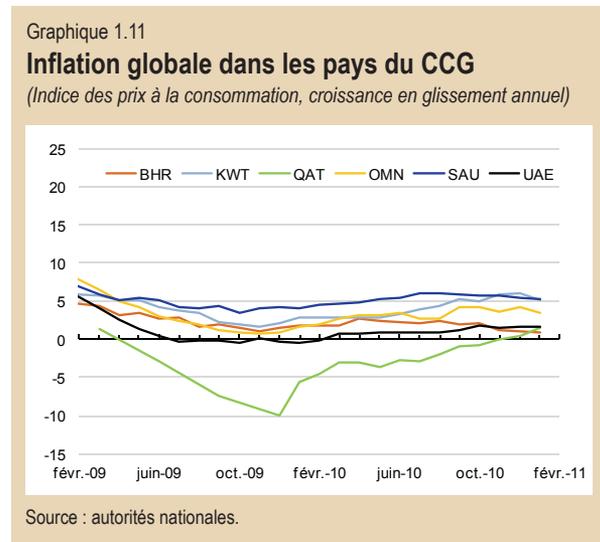
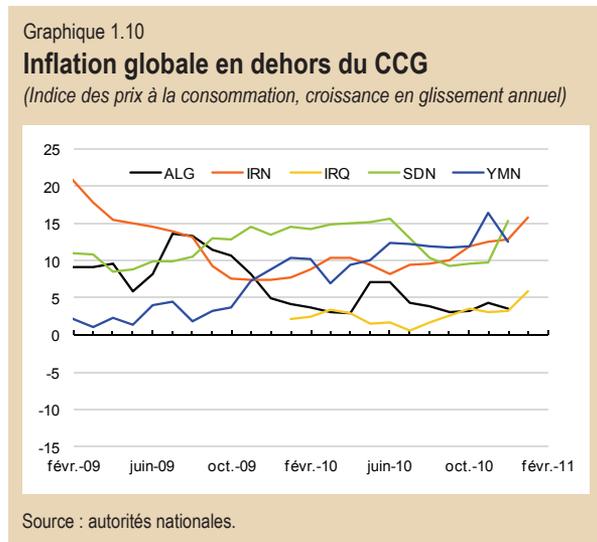
Les perspectives à moyen terme sont bonnes, mais de profondes réformes structurelles s'imposent

La croissance devrait rester solide et l'inflation reculer à mesure que les chocs des prix alimentaires et énergétiques se dissipent. Il importe par ailleurs de souligner que la croissance non pétrolière devrait s'accélérer et être génératrice d'emplois. L'expérience récente peut toutefois être source d'enseignements.

Une croissance solidaire. Pour être viables, les stratégies de croissance doivent aboutir à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus dans toutes les couches de la population, tout en remédiant

aux problèmes de chômage et de logement, en particulier chez les jeunes. Dans cette perspective, la promotion du développement du secteur privé doit faire l'objet d'un travail soutenu. Le crédit joue un rôle primordial en ce sens, en favorisant une croissance tirée par le secteur privé et porteuse d'emplois. Il faut donc en priorité assurer une progression constante du crédit et en faciliter l'obtention, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. La réussite des initiatives de diversification de l'économie dépendra aussi de l'efficacité des réformes de l'éducation, de l'intensification de la formation des ressortissants nationaux et des progrès de productivité; l'exercice de la concurrence sera indispensable à l'avènement d'une croissance profitant au plus grand nombre.

Une meilleure gestion budgétaire. Durant ces dernières années, les dépenses publiques ont connu une progression spectaculaire; elles ont souvent été



consacrées aux infrastructures physiques et sociales propices à la croissance. La qualité de la dépense doit recevoir une plus grande attention, notamment en continuant d'améliorer la gestion des finances publiques. À cet égard, il conviendrait qu'un plus grand nombre de pays de la région renoncent aux subventions non ciblées et les remplacent par un dispositif de protection sociale de base plus efficace. Une réforme des subventions générales aux prix des carburants aiderait en particulier à contenir la hausse rapide de la consommation intérieure d'énergie.

Compte tenu de la volatilité accrue des prix du pétrole, il est d'autant plus nécessaire d'inscrire les dépenses publiques dans un cadre pluriannuel, afin d'en assurer la viabilité et de perfectionner les instruments de gestion de la demande. L'une des solutions possibles pour gérer cette volatilité consisterait à adopter une règle budgétaire formelle, prévoyant éventuellement un objectif de dépenses globales s'inscrivant dans un budget glissant à trois ans, à quoi s'ajouterait un plafonnement de la dette. Dans la pratique, la plupart des pays du CCG basent simplement leurs budgets sur une hypothèse prudente de prix du pétrole, sans indiquer de façon explicite si les recettes supplémentaires doivent être dépensées, ni selon quelles modalités. Outre que cela diminue l'utilité du budget comme document de programmation et comme indicateur des priorités gouvernementales, le recours à des ajustements discrétionnaires en cours d'exercice risque aussi de

créer des engagements permanents sur lesquels il peut être difficile de revenir en cas de baisse des prix du pétrole. Qui plus est, cette démarche peut accentuer la succession de cycles d'expansion—récession.

La stabilité et le développement du secteur financier.

À moyen terme, les exportateurs de pétrole de la région MOANAP doivent continuer de promouvoir le développement du système financier afin de le rendre plus efficace et plus solide. Dans les pays du CCG, les banques restent généralement saines, parce qu'elles disposent de fonds propres importants, parfois grâce à un apport substantiel de capitaux publics (Émirats arabes unis et Qatar). Néanmoins, plusieurs phénomènes pourraient rendre le secteur bancaire vulnérable : les effets de contagion du secteur financier non bancaire (Koweït), la mévente dans l'immobilier (Bahreïn et Émirats arabes unis) et les liens entre les différents compartiments du système bancaire (banques de gros et banques de détail à Bahreïn). La solution du problème des créances improductives des banques dans de nombreux pays non membres du CCG (Algérie, Iran) et la restructuration des banques (Iraq, Soudan) exigent une attention constante. Enfin, la restructuration des dettes à Dubaï pourrait exiger de différer l'imputation des pertes, avec l'éventualité de s'exposer dans quelques années à un nouveau risque de refinancement, surtout si les prix des actifs ne remontent pas autant qu'on le prévoit.

En 2010, le crédit au secteur privé a commencé à progresser dans plusieurs pays, dont les membres du CCG, l'Algérie et le Yémen. De nouvelles mesures seront nécessaires pour soutenir l'essor du système financier ainsi que pour améliorer sa réglementation et son contrôle, afin de le rendre plus efficace et résilient. Dans tous les pays, les instances de supervision doivent offrir aux banques les incitations qui les encouragent à adopter des pratiques performantes de gestion des risques. Il est particulièrement important de faciliter aux

PME l'obtention de prêts, de promouvoir des instruments appropriés de financement du logement et de développer des marchés obligataires internes pouvant servir de base aux financements à long terme. Dans les systèmes financiers plus avancés, il convient de perfectionner encore les outils macroprudentiels existants de façon à gérer le cycle du crédit sans alimenter l'inflation, surtout dans les pays, tels que les membres du CCG, où la politique monétaire fonctionne sous la contrainte d'une parité de change fixe.

Principaux indicateurs économiques : pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP¹

	Moyenne						Proj.
	2000-05	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	5,6	5,7	6,2	4,7	0,7	3,5	4,9
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>							
Algérie	4,5	2,0	3,0	2,4	2,4	3,3	3,6
Arabie Saoudite	4,0	3,2	2,0	4,2	0,6	3,7	7,5
Bahreïn	6,0	6,7	8,4	6,3	3,1	4,1	3,1
Émirats arabes unis	8,1	8,8	6,5	5,3	-3,2	3,2	3,3
Iran, R. I. d'	5,5	5,8	7,8	1,0	0,1	1,0	0,0
Iraq	...	6,2	1,5	9,5	4,2	0,8	9,6
Koweït	7,1	5,3	4,5	5,0	-5,2	2,0	5,3
Libye	4,3	6,7	7,5	2,3	-2,3	4,2	...
Oman	3,3	5,5	6,7	12,9	1,1	4,2	4,4
Qatar	8,7	18,6	26,8	25,4	8,6	16,3	20,0
Soudan	6,4	11,3	10,2	6,8	6,0	5,1	4,7
Yémen	4,5	3,2	3,3	3,6	3,9	8,0	3,4
Inflation des prix à la consommation	5,9	8,8	11,2	14,8	5,8	6,8	10,9
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>							
Algérie	2,3	2,3	3,6	4,9	5,7	4,3	5,0
Arabie Saoudite	-0,1	2,3	4,1	9,9	5,1	5,4	6,0
Bahreïn	0,7	2,0	3,3	3,5	2,8	2,0	3,0
Émirats arabes unis	3,6	9,3	11,1	12,3	1,6	0,9	4,5
Iran, R. I. d'	13,5	11,9	18,4	25,4	10,8	12,5	22,5
Iraq	19,8	53,2	30,8	2,7	-2,8	5,1	5,0
Koweït	1,7	3,1	5,5	10,6	4,0	4,1	6,1
Libye	-3,3	1,4	6,2	10,4	2,8	2,4	...
Oman	0,1	3,4	5,9	12,6	3,5	3,3	3,5
Qatar	3,5	11,8	13,8	15,0	-4,9	-2,4	4,2
Soudan	7,6	7,2	8,0	14,3	11,3	13,0	9,0
Yémen	11,6	10,8	7,9	19,0	3,7	12,1	13,0
Solde budgétaire des administrations publiques	5,8	13,2	10,3	12,9	-2,7	3,0	7,5
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	6,6	13,5	4,4	7,7	-6,8	-2,7	5,0
Arabie Saoudite	7,7	24,6	15,8	34,4	-4,7	7,7	12,8
Bahreïn ²	1,4	2,7	1,9	4,9	-6,6	-7,8	1,6
Émirats arabes unis ³	4,5	18,1	15,4	16,5	-12,6	-1,3	6,5
Iran, R. I. d'	2,0	0,0	2,4	-0,2	-1,9	0,6	4,0
Iraq	...	15,5	12,4	-1,2	-21,8	-10,8	-4,4
Koweït ²	27,2	35,4	39,8	19,8	23,5	17,4	22,3
Libye	12,6	33,1	28,6	30,3	7,0	9,2	...
Oman ²	8,4	13,8	11,1	13,8	-1,2	6,2	14,2
Qatar	8,8	8,6	10,8	10,3	15,2	12,8	13,8
Soudan	-0,6	-4,3	-5,4	-1,4	-4,6	-1,9	-0,2
Yémen	0,0	1,2	-7,2	-4,5	-10,2	-4,0	-6,4
Solde extérieur courant	11,2	21,9	17,9	18,8	4,2	9,2	16,9
<i>(Pourcentage du PIB)</i>							
Algérie	14,0	24,7	22,8	20,2	0,3	9,4	17,8
Arabie Saoudite	13,6	27,8	24,3	27,8	6,1	8,7	19,8
Bahreïn	5,0	13,8	15,7	10,2	2,9	4,6	13,0
Émirats arabes unis	7,7	15,4	6,0	7,4	3,0	7,7	10,4
Iran, R. I. d'	5,2	9,2	11,9	7,3	4,2	6,0	11,7
Iraq	...	19,0	12,5	12,8	-26,6	-6,2	-3,2
Koweït	26,2	44,6	36,8	40,5	26,1	31,8	39,4
Libye	18,9	49,7	41,7	41,7	15,6	16,0	...
Oman	9,4	15,4	5,9	8,3	-0,6	11,6	14,9
Qatar	25,2	25,3	25,0	29,2	10,2	18,7	36,1
Soudan	-9,5	-15,2	-12,5	-9,0	-12,4	-8,5	-5,5
Yémen	5,3	1,1	-7,0	-4,6	-10,2	-4,4	-4,0

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 excluent la Libye.²Administration centrale.³Comptes consolidés du gouvernement fédéral des émirats Abou Dhabi, Dubaï et Sharjah.

2. Importateurs de pétrole de la région MOANAP : les vents du changement

L'agitation sociale et le changement gagnent de nombreux pays de la région. Les répercussions économiques sur les autres importateurs de pétrole de la région MOANAP des événements qui ont commencé en Égypte et en Tunisie sont jusqu'à présent limitées, mais les protestations populaires dans l'ensemble de la région montrent la nécessité d'une croissance qui soit plus solidaire et d'une plus grande internalisation des programmes de réforme. Les troubles pèsent sur les perspectives à court terme et rendent d'autant plus urgente une action pour remédier au chômage élevé et améliorer la protection sociale. À terme, une ouverture accrue de l'activité, mettant en valeur la jeunesse et le dynamisme de la population régionale, permettrait d'améliorer de façon plus rapide et durable les niveaux de vie.

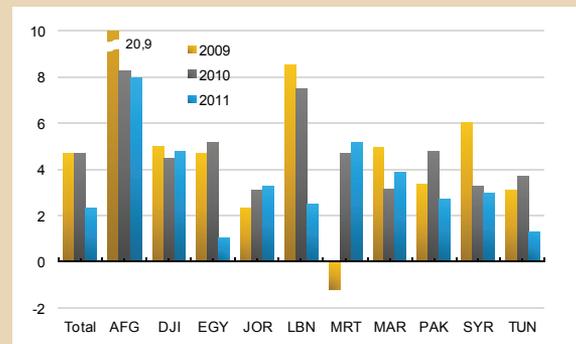
Avant la vague de protestations

En 2009 et 2010, les économies de la région ont généralement connu une croissance modérée, mais régulière. Leur exposition limitée aux marchés de capitaux internationaux les a largement protégées des retombées de la crise financière mondiale, et la poursuite des réformes de libéralisation de l'activité économique a contribué à entretenir la croissance. Au troisième trimestre de 2010, le PIB combiné de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie — les quatre pays importateurs de pétrole de la région MOANAP qui établissent des comptes nationaux trimestriels — avait progressé de 4,7 % en un an, l'Égypte se situant en tête avec un taux proche de 5½ %. Au total, les économies importatrices de pétrole de la région MOANAP auraient affiché ce même taux de croissance de 4,7 % en 2009 et 2010, résultat proche de la moyenne de la décennie précédente (graphique 2.1).

Malgré cette expansion régulière, l'agitation sociale montre bien la nécessité d'un développement accéléré et d'une croissance plus solidaire. L'activité a été plus dynamique durant la décennie écoulée que dans les années 90, mais la croissance du PIB par habitant a été inférieure à celle de la plupart des autres régions (graphique 2.2). Depuis dix ans, elle est de quelque 3 % par an en termes réels au lieu de presque 5 % dans l'ensemble des pays émergents et en développement. En outre, l'impression s'est répandue que le cadre des affaires dans la région souffrait d'une concurrence déloyale, avec des

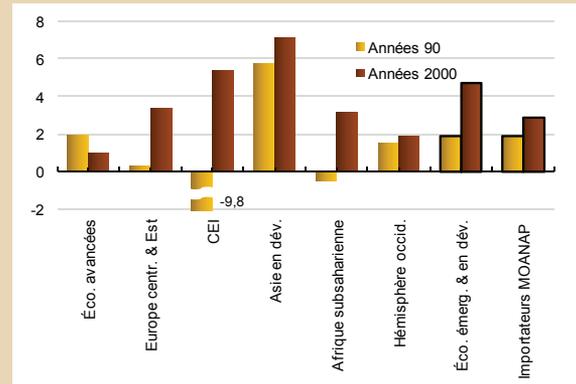
Préparé par Tobias Rasmussen avec les contributions des équipes chargées des divers pays.

Graphique 2.1
Croissance du PIB réel plutôt stable en 2010
(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.2
Croissance du revenu inférieure à celle des autres pays émergents
(Variation annuelle moyenne du PIB réel par habitant en pourcentage)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

structures qui favorisaient les intérêts d'une minorité privilégiée, les fruits de la croissance étant accaparés par une petite partie de la population.

Le niveau élevé du chômage reste un défi majeur. L'accélération de la croissance depuis une dizaine d'années n'ayant pas suffi à le réduire, il représente en moyenne quelque 12 % d'une population active qui augmente plus vite que partout ailleurs, sauf en Afrique subsaharienne. Il frappe particulièrement les jeunes — où il atteint 25 à 30 % en Égypte et en Tunisie — de sorte que nombre d'entre eux se sentent exclus du progrès économique.

Les soulèvements populaires, la chute des gouvernements qui s'en est suivie en Tunisie et en Égypte ainsi que les violents mouvements de protestation dans plusieurs autres importateurs de pétrole de la région MOANAP ont ébranlé l'ordre existant dans toute la région. Après ces bouleversements, il faut remettre les économies

d'aplomb, mais l'occasion est aussi donnée de s'engager sur la voie d'une croissance plus solidaire.

Revers passager pour les économies de la région

En Tunisie et en Égypte, les troubles auront un coût économique substantiel. Outre les perturbations internes, ces pays pâtissent aussi plus que les autres importateurs de pétrole du conflit chez leur voisin libyen et du retour induit de plus de 100.000 travailleurs émigrés. Leur croissance devrait ralentir de 2 à 4 points en 2011, en raison des perturbations momentanées de l'activité, mais aussi de la quasi-stagnation du tourisme et des investissements directs étrangers (encadré 2.1). Dans ces deux pays, les

Encadré 2.1

L'agitation politique ébranle les économies tunisienne et égyptienne

En Égypte et en Tunisie, les troubles civils et les changements politiques qu'ils ont entraînés freineront temporairement la croissance en 2011. Ce ralentissement s'explique par les perturbations de l'activité pendant les mouvements de protestation de janvier et février, par les incertitudes liées aux futurs gouvernements et à leur politique économique, par les retombées du conflit en Libye ainsi que par la baisse du tourisme et de l'IDE. En Égypte, la croissance du PIB réel devrait descendre de 5,1 % en 2010 à 1 % en 2011, tandis qu'en Tunisie elle passerait de 3,7 % à 1,3 %¹.

Pendant les semaines de manifestations, l'activité a chuté.

- En Égypte, le tourisme s'est effondré, tandis que la confiance des investisseurs et des consommateurs a été ébranlée. Les banques et la bourse ont fermé. Les manifestations ont été suivies d'une série de grèves, surtout dans le secteur public, visant à obtenir des hausses de salaires. La sécurité des personnes s'est ressentie de l'effacement des forces de police.
- En Tunisie, la production industrielle a baissé de 13 % en janvier, et le tourisme de 40 % en janvier-février. Dans l'ensemble, les perturbations de l'activité ont été plus limitées et plus brèves qu'en Égypte.

Dans les deux pays, la situation sécuritaire reste fragile, malgré une amélioration depuis le début de 2011, et l'incertitude continue de peser sur les perspectives. En Égypte, des élections parlementaires et présidentielles devraient avoir lieu en septembre et novembre, respectivement, tandis qu'en Tunisie un gouvernement provisoire est en place jusqu'au scrutin qui aura lieu fin juillet. Mais la situation politique reste tendue et le conflit armé en Libye accentue les risques pesant sur la région.

Pendant les prochains mois, la forte insécurité dans la région continuera à pénaliser le tourisme ainsi que les investissements intérieurs et les investissements directs étrangers. Pour l'ensemble de l'année 2011, les recettes du tourisme pourraient perdre jusqu'à 1 % du PIB dans les deux pays, tandis que la baisse de l'IDE représenterait entre 1 et 2 % du PIB.

¹En Égypte, l'exercice budgétaire va de juillet à juin. L'année 2011 se réfère à l'exercice allant de juillet 2010 à juin 2011.

Encadré 2.2

Coup d'arrêt au tourisme

Les troubles en Égypte, en Libye et en Tunisie pourraient avoir de sérieuses répercussions sur le tourisme dans les autres pays importateurs de pétrole, mais elles varieraient probablement en fonction de la situation géographique (graphique 1). Comme l'Égypte et la Tunisie, les autres pays d'Afrique du Nord sont depuis toujours tournés vers le marché européen; ils pourraient donc subir un recul semblable de l'activité touristique, mais nettement plus modéré. Au Maroc, si les recettes à ce titre ont continué à augmenter en février–mars, certains indicateurs avancés laissent prévoir un retournement éventuel. Plus proches du Golfe, la Jordanie et le Liban sont les deux économies de la région qui dépendent le plus du tourisme. Or, dans le passé, les visiteurs étrangers, venant surtout des autres pays arabes, n'ont pas été sensibles aux troubles. Au Liban, les désordres du mois de mai 2008 n'avaient pas eu d'incidence sur le rythme des arrivées (graphique 2).

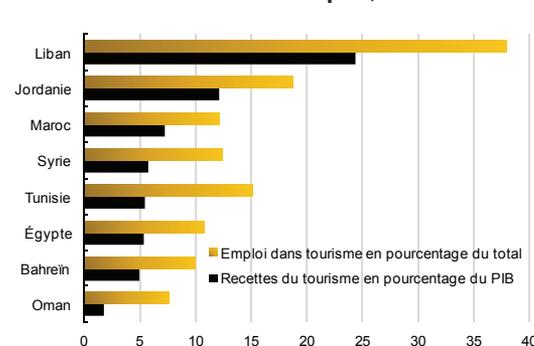
L'expérience laisse penser que le tourisme pourrait se redresser rapidement. Après l'attentat terroriste de novembre 1997 à Luxor, le nombre de visiteurs en Égypte avait diminué de près de moitié, mais il était remonté au bout d'un an environ. De manière plus générale, l'analyse des réactions du tourisme à des événements violents montre que l'effet est provisoire, le retour à la normale s'effectuant dans un délai compris entre 2 à 3 mois et 18 à 21 mois¹. La question principale qui se pose, surtout en Tunisie (où, en moyenne, près de 40 % du total des arrivées annuelles ont lieu au troisième trimestre, contre 30 % en Égypte), est de savoir si les touristes reviendront au moment du point culminant de la saison estivale.

¹Voir, par exemple, B.S. Frey, S. Luechinger et A. Stutzer, 2007, «Calculating Tragedy: Assessing the Costs of Terrorism», *Journal of Economic Surveys*, 21 : 1–24; et E. Neumayer, 2004, «The Impact of Political Violence on Tourism: Dynamic Cross-National Estimation», *Journal of Conflict Resolution*, 48 : 259–281.

déficits budgétaires devraient se creuser (en 2011, ils devraient atteindre 9,7 % du PIB en Égypte et 4,3 % en Tunisie). En effet, les dépenses ont augmenté pour satisfaire des besoins croissants et les coûts d'emprunt plus élevés, alors que les recettes se ressentent du ralentissement conjoncturel et d'une baisse des taux de recouvrement.

Graphique 1

Recettes du tourisme et emploi, 2010

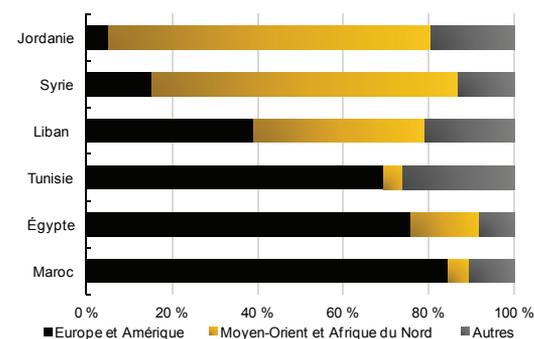


Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; World Travel and Tourism Council.

Graphique 2

Tourisme par région d'origine

(Dernière année disponible)



Sources : Banque centrale d'Égypte; Haver Analytics; Haut-commissariat au Plan du Maroc; Ministère du tourisme de Syrie; estimations des services du FMI.

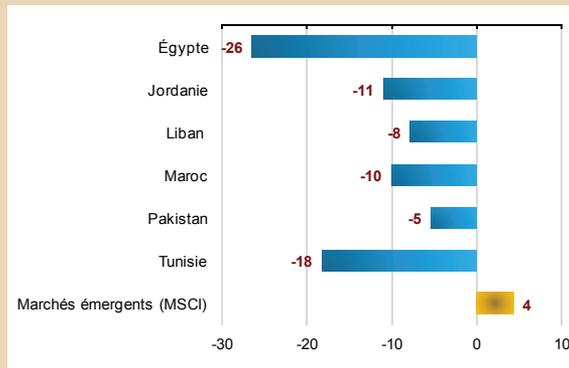
Note : pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie : part des nuitées; pour le Liban et la Syrie : part des arrivées de touristes; pour la Jordanie : part des arrivées de non-Jordanais; l'Europe ne comprend que la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Dans les autres importateurs de pétrole de la région MOANAP, jusqu'à présent l'activité économique a été nettement moins perturbée. Les arrêts des livraisons de gaz de l'Égypte ont créé quelques difficultés au Liban et en Jordanie, mais elles ont repris. De manière plus générale, la faiblesse des liens commerciaux entre ces pays tend à limiter la transmission directe du

Graphique 2.3

Repli des indices boursiers

(Variation en pourcentage entre le 10 janvier et le 14 avril 2011)

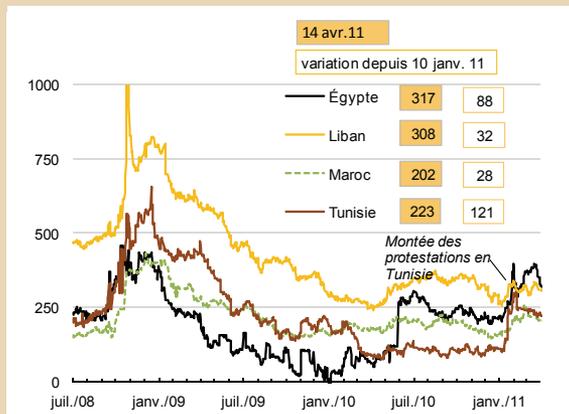


Source : Bloomberg.

Graphique 2.4

Dettes souveraines : les écarts de taux se creusent

(Points de base)



Sources : Bloomberg et Markit.

tassement de l'activité. Un fait est frappant : au sein du groupe, la Jordanie et la Syrie sont les deux plus grands exportateurs de marchandises vers l'Égypte et la Tunisie, mais ces exportations ne représentent que 0,5 % environ de leur PIB. De plus, si l'on excepte l'Égypte et la Tunisie, il y a très peu de liens entre les importateurs de pétrole et la Libye. Pour la plupart des pays importateurs de pétrole, les principaux coûts de l'instabilité régionale sont la poussée des cours mondiaux du pétrole ainsi que la chute du tourisme et des entrées de capitaux, qui ont parfois entraîné une diminution des réserves officielles de change. La montée des tensions politiques

réduira le nombre de visiteurs, y compris dans les pays qui sont largement restés à l'abri des troubles (encadré 2.2). Il en sera sans doute de même pour les investissements directs étrangers, car les investisseurs réévaluent les risques.

Le surcroît d'incertitude engendré par les troubles a amené les prêteurs à réévaluer les risques que présentent les États et les entreprises dans l'ensemble de la région, ce qui élèvera les coûts d'emprunt et portera atteinte à la croissance économique et à la situation budgétaire futures. Entre le 10 janvier — moment où la vague de contestations a commencé en Tunisie — et le 14 mars, les écarts de taux des obligations d'État ont augmenté de 30 à 50 points de base au Liban et au Maroc, ainsi que de plus de 100 points de base en Égypte et en Tunisie. Les écarts des contrats sur risques de défaut (CDS) ont évolué de façon analogue, tandis que les marchés boursiers ont connu des baisses allant de quelque 5 % au Liban et au Pakistan à 25 % en Égypte (graphique 2.3). Certes, les écarts de taux d'intérêt se sont quelque peu réduits à la fin de mars et restent pour la plupart bien inférieurs aux niveaux constatés au terme de 2008, au plus fort de la crise financière mondiale (graphique 2.4), mais ce comportement du marché entraîne un resserrement des conditions de financement, tout en affaiblissant la reprise du crédit et de l'investissement.

Tableau 2.1

Impact de la montée des prix des produits énergétiques et alimentaires

Facture	Augmentation implicite estimée :		
	importation (% du PIB)	Prix consommation (%)	Déficit budgétaire (% du PIB)
Égypte	1,6	2,2	2,8
Jordanie	4,1	7 à 8	0,8 à 1,2
Liban	4,4	6 à 7	1,1 à 1,3
Mauritanie	3,4	5,3	1,2
Maroc	2,3	0,7	2,3
Pakistan	2,1	2,8	1,0
Syrie	1,9	1,5 à 2,5	1,0
Tunisie	1,6	2,6	1,6
Moyenne	2,7	3,7	1,5

Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI. Note : compte tenu des politiques à fin 2010, impact direct des augmentations de prix de 32 % pour l'énergie et de 24 % pour les aliments, en partant des projections actuelles pour 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale* par rapport à 2010.

La hausse des prix des matières premières aggrave la situation

Outre les problèmes découlant des soulèvements, la montée rapide des cours mondiaux de l'énergie et de l'alimentation depuis la fin de 2010 impose d'énormes coûts supplémentaires à toute la région. C'est surtout vrai dans des pays comme Djibouti, la Jordanie et le Liban, fortement tributaires des importations de produits énergétiques et alimentaires. À politiques et à quantités constantes, les importateurs de pétrole de la région MOANAP verront leur facture d'importations s'alourdir de près de 3 % du PIB en moyenne en raison du renchérissement de ces produits (tableau 2.1), dont près des deux tiers à cause de l'énergie. La hausse du coût des importations entraîne soit un relèvement des prix à la consommation, soit une dégradation du solde budgétaire, selon l'importance des subventions et du contrôle des prix.

Toutefois, le renchérissement des matières premières n'a pas que des inconvénients pour les importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les recettes d'exportation de fer en Mauritanie et de phosphate au Maroc et en Jordanie bénéficient d'un relèvement des prix de quelque 80 % depuis la fin de 2009. En outre, les rentrées résultant des échanges commerciaux et des envois de fonds provenant des pays exportateurs de pétrole de la région — qui profitent de la montée des cours du brut — vont probablement compenser une partie des effets négatifs de la hausse des cours des matières premières (encadré 2.3). La compensation sera supérieure dans les pays du Machrek, plus liés que ceux du Maghreb aux exportateurs de pétrole en croissance rapide du Golfe (graphique 2.5). En Tunisie et au Maroc, 70 à 80 % des exportations sont destinées à l'Union européenne, alors qu'en Jordanie et en Syrie la majorité des recettes extérieures provient des exportateurs de pétrole de la région.

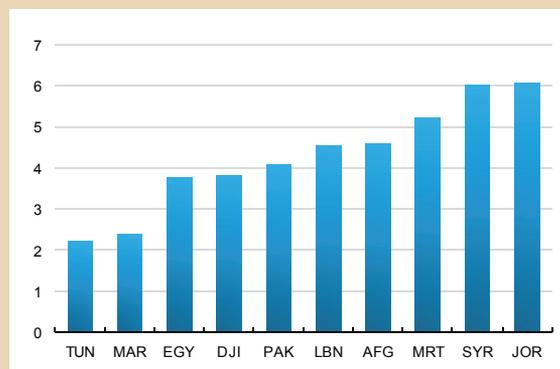
Les ripostes ont un coût budgétaire ...

Les gouvernements de toute la région ont pris une série de mesures pour répondre à la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, mais aussi aux revendications sociales (tableau 2.2).

Graphique 2.5

Croissance variable du PIB réel des partenaires commerciaux

(Pondérée par la part des biens exportés; en pourcentage, 2011)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

- En Égypte, elles comprennent une augmentation de 15 % par anticipation des traitements et retraites des fonctionnaires, la création d'un fonds de reconstruction des petites entreprises et un accroissement de la dotation budgétaire affectée aux importations de blé.
- La Jordanie a relevé les aides sociales tout en annonçant une réduction des taxes sur l'énergie et l'alimentation, des subventions supplémentaires ainsi qu'une rallonge pour les traitements et pensions des fonctionnaires.
- Au Liban, le droit d'accise sur l'essence a été réduit de quelque 55 % en février.
- Le Pakistan a suspendu, de novembre 2010 à mars 2011, les ajustements mensuels des prix des produits pétroliers.
- La Syrie a majoré les prestations versées aux salariés du secteur public, augmenté les transferts monétaires aux ménages pauvres et allégé les taxes frappant certains produits alimentaires. Depuis la fin de mars 2011, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures, dont un abaissement des taux de l'impôt sur le revenu, une hausse du salaire minimum et l'extension de la couverture santé intégrale aux fonctionnaires retraités.
- En Tunisie, le gouvernement provisoire a augmenté les indemnités de chômage

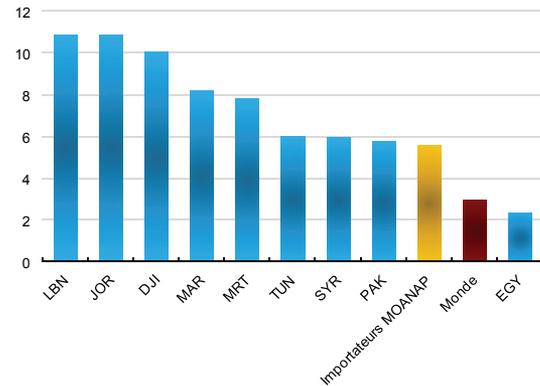
Encadré 2.3

Prix du pétrole et liens intrarégionaux

Les variations des prix du pétrole ont des conséquences importantes sur les économies des importateurs de la région MOANAP. Les importations de pétrole ont coûté en moyenne près de 6 % de leur PIB en 2010, soit à peu près deux fois la moyenne mondiale (graphique 1). Dès lors, à volumes inchangés, une hausse de 35 % du coût de ces importations — soit approximativement le taux de variation entre le cours moyen du brut en 2010 et le prix projeté pour 2011, à peu près 107 dollars le baril — alourdirait la facture pétrolière de 2,1 % du PIB. Toutefois, tous les pays n'ont pas la même dépendance à l'égard du pétrole. Grâce à une production croissante de gaz naturel, en Égypte, les importations de pétrole, qui représentaient 2½ % du PIB en 2010, sont désormais inférieures à la moyenne mondiale. La Syrie est aussi en partie autosuffisante en hydrocarbures, mais moins que dans les années 90. En revanche, la Jordanie et le Liban dépendant de l'extérieur pour la quasi-totalité de leurs besoins énergétiques, leurs importations de pétrole sont nettement supérieures : elles dépassent 10 % du PIB.

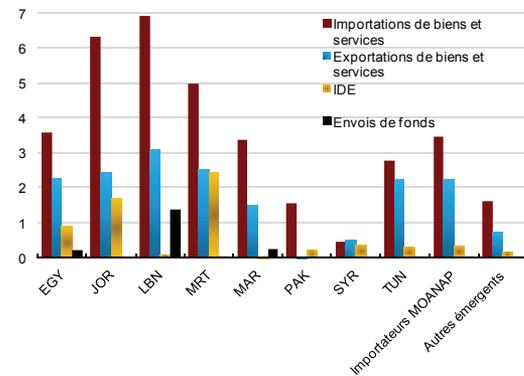
Malgré de gros besoins en importations, l'histoire montre qu'une hausse des prix du brut n'a pas que des inconvénients pour les importateurs de la région MOANAP. Lors des 12 chocs pétroliers depuis 1970, il leur a fallu dépenser davantage; mais leurs exportations — et dans une moindre mesure l'IDE et les envois de fonds — ont aussi augmenté, compensant une bonne part de la hausse de la facture pétrolière (graphique 2). Dans les pays exportateurs de matières premières — Mauritanie et, à moindre degré, Jordanie et Maroc —, la progression des exportations tient en partie à une corrélation positive entre les cours du pétrole et ceux d'autres produits de base. Le surcroît de recettes résulte aussi, pour une part, des liens avec les exportateurs de brut de la région qui bénéficient de la montée des cours. Les deux importateurs ayant le ratio importations de pétrole/PIB le plus élevé — Jordanie et Liban — sont aussi les économies les plus liées aux exportateurs de la région. Les chocs pétroliers antérieurs ont coïncidé avec de fortes hausses des recettes extérieures.

Graphique 1
Valeur des importations de pétrole, 2010
(En pourcentage du PIB)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 2
Variation de la balance des paiements
durant les chocs pétroliers depuis 1970
(Variation médiane du ratio au PIB par rapport à l'année précédente; points de pourcentage)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services.

Note : chocs pétroliers définis comme années où le prix du brut en dollars EU nominaux déflaté de l'IPC américain atteint un maximum triennal. Depuis 1970 il y a eu 12 cas : 1973, 74, 79, 80, 90, 96, 2000, 04, 05, 06, 07 et 08, où les prix réels ont augmenté en moyenne de 46 %. Les autres pays émergents sont les 53 membres du FMI qui ne sont classés ni « à faible revenu », ni « avancés », ni parmi les exportateurs de pétrole.

Les auteurs de l'encadré sont Tobias Rasmussen et Agustín Roitman.

Tableau 2.2

Mesures de politique budgétaire annoncées depuis la fin de 2010

	Subventions	Aide sociale et transferts monétaires	Augmentation des salaires et prestations des fonctionnaires	Allégements fiscaux et assimilés	Coût annuel (en % du PIB)
Égypte			√	√	0,7 à 0,9
Jordanie	√	√	√	√	2,0 à 2,2
Liban				√	1,0
Mauritanie	√		√	√	1,5 à 2,2
Pakistan	√				0,3
Syrie		√	√	√	2,0
Tunisie	√	√		√	1,4

Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Note : Les coûts annuels ne comprennent pas les coûts plus élevés des subventions préexistantes en raison de l'augmentation des cours des matières premières. Les estimations de coût pour la Syrie ne comprennent pas les autres mesures annoncées depuis la fin-mars.

et les transferts aux personnes les plus défavorisées, suspendu l'ajustement des prix réglementés, étendu les subventions et accru les investissements publics.

Ces mesures s'ajoutent au coût croissant du maintien des systèmes de subventions existants, qui étaient en moyenne d'environ 3 % du PIB en 2010, ce qui est élevé par rapport au reste du monde. Au Maroc, par exemple, le coût des subventions existantes s'alourdira de quelque 2 % du PIB, qu'il faudra financer dans le budget de 2011. Même si la plupart des autres pays compenseront aussi, au moins en partie, l'augmentation des dépenses de protection sociale par des économies sur d'autres postes, l'effet net devrait être de creuser le déficit budgétaire total des importateurs de pétrole de la région MOANAP à 6,8 % du PIB en 2011 (graphique 2.6).

... mais la hausse des dépenses publiques soutiendra la croissance à court terme

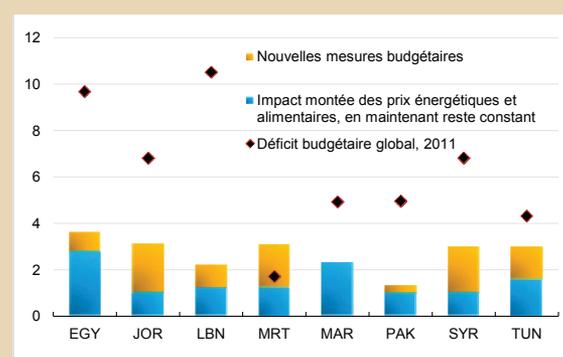
La relance budgétaire permettant d'atténuer les effets d'une conjoncture plus défavorable — en dehors de l'Égypte et de la Tunisie — en 2011 la croissance dans la majeure partie du reste de la région devrait en général être comparable, voire supérieure, à celle enregistrée en 2010.

- En Afghanistan, la croissance du PIB devrait être tout de même solide et se situer à 8 % en 2011, sous l'impulsion d'une aide extérieure importante.
- À Djibouti, le PIB réel devrait augmenter de 4,8 % cette année, après 4,5 % en 2010, du fait d'une demande privée et d'une activité portuaire qui restent dynamiques.
- En Jordanie, la reprise se poursuit grâce à une demande intérieure en progression modérée et à une accélération du crédit, la croissance devant atteindre 3,3 % en 2011.

Graphique 2.6

De nouveaux coûts budgétaires

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

- En Mauritanie, seul importateur de pétrole de la région MOANAP à avoir accusé en 2009 une croissance négative, en 2011 le taux de croissance devrait être de 5,2 %, la reprise étant alimentée par les exportations de minerai de fer.
- Au Maroc, où le net redressement de l'agriculture ainsi que le versement de subventions et les autres mesures de soutien de la demande intérieure contribuent à la progression de l'activité, la croissance devrait se situer à 3,9 % en 2011.
- En Syrie, la dynamique d'expansion des pays voisins exportateurs de pétrole et une reprise du secteur agricole concourent à maintenir une croissance de 3 % en 2011, malgré les perturbations entraînées par les récents mouvements de contestation.

Au Liban et au Pakistan, en revanche, la croissance en 2011 devrait être sensiblement inférieure à celle de 2010, mais surtout pour des raisons étrangères aux troubles régionaux :

- L'économie libanaise, qui avait continué à progresser rapidement pendant la crise mondiale de 2008–09, devrait voir son taux de croissance fléchir à 2,5 % en 2011, principalement sous l'effet de l'incertitude politique, laquelle est antérieure aux événements survenus en Égypte et en Tunisie et sans rapport avec eux.
- Au Pakistan, la croissance du PIB réel devrait se replier à 2,8 % pendant l'exercice 2010/11, largement sous l'effet des inondations dévastatrices de l'an dernier, mais aussi à cause du lourd déficit budgétaire qui évince le crédit et les investissements dans le secteur privé.

Une faible marge de manœuvre

Si plusieurs importateurs de pétrole disposent d'une certaine latitude pour assouplir leur gestion budgétaire à court terme, dans certains pays les besoins de financement pourraient exiger une aide extérieure. En raison de la hausse des taux d'intérêt et des possibilités réduites d'émission de nouvelles

obligations, il est devenu plus coûteux et plus difficile de se financer. En outre, la dette publique des importateurs de pétrole de la région MOANAP — même si elle est partout plus faible qu'il y a dix ans — reste en général bien supérieure à la moyenne de 35 % du PIB constatée dans les pays émergents, ce qui limite les possibilités d'emprunts supplémentaires. Dans les pays durement touchés par les troubles et dont le déficit budgétaire est important, une aide extérieure pourrait s'avérer nécessaire pour couvrir les besoins de financement immédiats.

Pour conforter la confiance des marchés et prévenir une nouvelle escalade des coûts de financement, tous les pays auraient intérêt à formuler des plans d'assainissement à moyen terme des finances publiques. Les récentes mesures de politique budgétaire font aussi ressortir la nécessité de concevoir des mécanismes de protection sociale mieux ciblés (chapitre 3.2). À court terme, la hausse des subventions ou des rémunérations des fonctionnaires est peut-être le seul moyen pratique de venir rapidement en aide à la population. Toutefois, ces mesures ne sont pas bien ciblées sur les plus défavorisés, le moment venu il peut être difficile de les suspendre, et elles risquent d'évincer des investissements publics générateurs de croissance. Les remplacer progressivement par un système de protection sociale plus efficace en termes de coûts et centré sur l'aide aux ménages à faible revenu présenterait l'avantage de contribuer à une meilleure répartition des ressources ainsi qu'à la réalisation des objectifs primordiaux que sont l'élévation et le maintien des niveaux de vie et la création d'emplois durables.

La marge de manœuvre de la politique monétaire est également étroite. Compte tenu de la hausse mondiale des taux d'intérêt et de l'augmentation récente de leurs propres primes de risque, les importateurs de pétrole de la région MOANAP vont peut-être devoir relever leurs taux directeurs. En outre, bien que seuls l'Égypte et le Pakistan — et plus récemment l'Afghanistan — connaissent un taux d'inflation globale annuel supérieur à 10 %, la montée des cours des matières premières alimente partout les tensions sur les prix et semble déjà se répercuter sur une inflation sous-jacente en hausse

Encadré 2.4

Riposte monétaire à l'inflation alimentaire dans la région MOANAP

Dans les pays de la région MOANAP, l'inflation alimentaire est plus forte, plus volatile et plus persistante que celle des autres produits, et la pondération de l'alimentation dans les paniers nationaux de consommation est généralement très élevée. En outre, il existe des effets substantiels de second tour qui propagent rapidement la hausse des prix alimentaires aux autres catégories. La politique monétaire doit donc veiller à bien ancrer l'inflation globale.

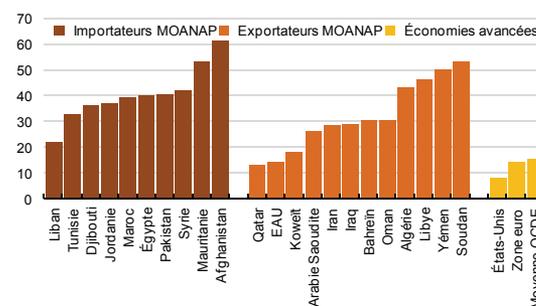
Dans de nombreux pays émergents et en développement (dont ceux de la région MOANAP), l'évolution de l'inflation peut se caractériser par trois grands faits stylisés. D'abord, la pondération des aliments dans l'indice des prix à la consommation est élevée (environ 36 % en moyenne dans la région MOANAP, voir graphique). Ensuite, l'inflation des produits alimentaires est plus forte, plus volatile et plus persistante que l'inflation non alimentaire (voir tableau). Enfin, les effets dits de second tour, qui propagent la hausse des prix alimentaires aux autres catégories de prix, semblent être très marqués. Dans les pays de la région MOANAP, un choc sur l'inflation alimentaire pendant un trimestre donné se transmet à près de 50 % sur l'inflation hors aliments au trimestre suivant.

Les autorités monétaires et les banques centrales privilégient souvent une mesure restreinte de l'inflation — par exemple hors alimentation — établie en excluant les composantes volatiles (telles que les prix alimentaires) ou en réduisant leur pondération. Cela réduit en principe le «bruit transitoire» et évite aux banques centrales de modifier à tort la politique monétaire en réaction à des chocs d'inflation passagers. Toutefois, dans la plupart des pays de la région, les paniers de consommation donnent une large part aux aliments. Or, en visant surtout les variations des prix non alimentaires, on risque d'avoir une image faussée de l'inflation globale, de sous-estimer les tensions inflationnistes, de retarder les ripostes monétaires et éventuellement d'intensifier les anticipations inflationnistes. C'est pourquoi les banques centrales de la région, lorsqu'elles décident l'orientation de la politique monétaire, ne doivent pas se référer seulement à l'inflation non alimentaire, mais accorder aussi plus d'attention à l'inflation globale.

Les auteurs de l'encadré sont Paul Cashin et Agustín Roitman.

Pondération des aliments dans l'IPC, 2010

(En pourcentage)



Sources : Eurostat; autorités nationales; OCDE; calculs des services du FMI.

Inflation moyenne annualisée des pays de la région MOANAP

(En pourcentage, 1994–2011)

	Aliments	Hors aliments
Moyenne	13	9
Volatilité	33	20
Persistance	0,14	0,09

Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.
Note : La volatilité se mesure à partir de l'écart-type; la persistance se mesure à partir du coefficient d'autorégression de premier ordre.

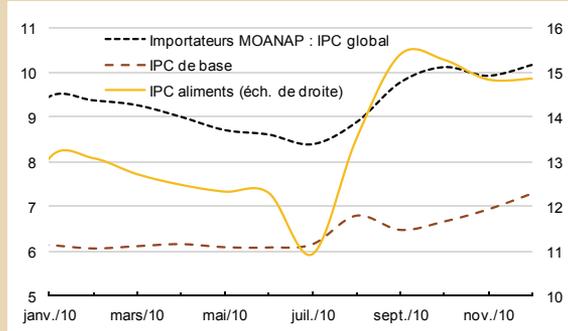
(graphique 2.7 et encadré 2.4). Le Pakistan, où la monétisation du déficit budgétaire constitue un motif d'inquiétude supplémentaire, est le seul pays du groupe à avoir relevé ses taux directeurs pendant l'année écoulée, mais d'autres devront peut-être bientôt faire de même.

Comme élément positif il convient de préciser que, dans presque tous les importateurs de pétrole de la région MOANAP, la dépréciation du taux de change nominal contribue à atténuer les problèmes persistants de compétitivité (graphique 2.8). Dans les pays dotés de taux de change fixes, les

Graphique 2.7

Tensions inflationnistes

(Prix à la consommation¹; moyenne de la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics et autorités nationales.

¹À l'exclusion de Djibouti et de la Mauritanie faute de données.

fluctuations ont été le résultat de l'affaiblissement du dollar par rapport à d'autres grandes devises depuis le milieu de 2010. L'Égypte et la Mauritanie ont pris des mesures salutaires vers une plus grande flexibilité des taux. Ces dépréciations compensent l'appréciation antérieure des taux de change effectifs réels de la plupart des importateurs de pétrole, qui — surtout en Égypte — était devenue préoccupante.

L'avenir

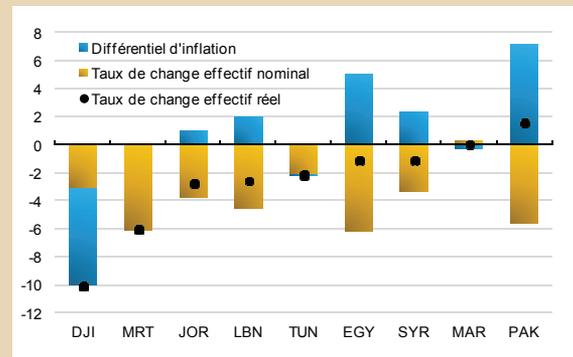
Face aux changements sans précédent que connaît la région, les perspectives des importateurs de pétrole sont singulièrement incertaines. À brève échéance, les risques sont principalement baissiers, avec notamment l'éventualité d'une propagation des troubles, d'une envolée des cours du pétrole et d'un creusement des déficits budgétaires. En outre, une nouvelle perte de confiance des investisseurs, entraînant des sorties de capitaux, pourrait priver les États des financements dont ils ont besoin. Si, jusqu'à présent, les systèmes bancaires — hormis en Afghanistan — ont été résilients, la perspective d'une augmentation des prêts improductifs liée aux turbulences pourrait constituer une source de vulnérabilité.

Toutefois, les changements en cours pourraient finir par donner une impulsion aux économies de

Graphique 2.8

Dépréciation des taux de change nominaux

(Pourcentage de variation depuis juin 2010; une augmentation dénote une appréciation)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

la région. Un programme de réformes sociales répondant aux demandes de la population en offrant plus de débouchés et plus de concurrence insufflerait plus de dynamisme à l'économie et permettrait de tirer parti des atouts intrinsèques de la région : une population active jeune et une situation géographique privilégiée, au carrefour des grands marchés européens et des économies émergentes et en développement en forte croissance de l'Asie et de l'Afrique subsaharienne.

Pour assurer des progrès durables, il faudra s'engager sur la bonne voie. Pour combattre un chômage élevé, il faudra accélérer sensiblement le rythme de la croissance. En préservant la stabilité macroéconomique et en procédant à des réformes pour éliminer les obstacles tenaces qui freinent son économie, la région pourrait rapidement obtenir des résultats tangibles et enclencher progressivement une dynamique de progrès économique. Les besoins sont manifestes (voir les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2010 et le chapitre 3) : moderniser les systèmes d'éducation, améliorer le climat des affaires et laisser davantage jouer la concurrence, intensifier les échanges intrarégionaux et réorienter les exportations vers les autres marchés émergents en croissance rapide, et développer et étendre les systèmes financiers. Face aux bouleversements qui secouent la région, le moment est venu d'engager des réformes fondamentales.

Principaux indicateurs économiques : pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

	Moyenne						Proj.
	2000-05	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	4,4	6,3	6,1	4,8	4,7	4,7	2,3
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	5,6	13,7	3,6	20,9	8,2	8,0
Djibouti	2,4	4,8	5,1	5,8	5,0	4,5	4,8
Égypte	4,0	6,8	7,1	7,2	4,7	5,1	1,0
Jordanie	6,0	7,9	8,5	7,6	2,3	3,1	3,3
Liban	3,4	0,6	7,5	9,3	8,5	7,5	2,5
Maroc	4,4	7,8	2,7	5,6	4,9	3,2	3,9
Mauritanie	3,7	11,4	1,0	3,5	-1,2	4,7	5,2
Pakistan	4,9	6,1	5,6	1,6	3,4	4,8	2,8
République arabe syrienne	3,8	5,0	5,7	4,5	6,0	3,2	3,0
Tunisie	4,4	5,7	6,3	4,5	3,1	3,7	1,3
Inflation des prix à la consommation	3,9	7,1	7,0	13,3	11,1	8,8	10,7
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	7,2	8,6	30,5	-8,3	0,9	14,2
Djibouti	2,0	3,5	5,0	12,0	1,7	4,0	4,6
Égypte	4,7	7,6	9,5	18,3	11,7	11,6	11,8
Jordanie	2,1	6,3	4,7	13,9	-0,7	5,0	6,1
Liban	0,5	5,6	4,1	10,8	1,2	4,5	6,5
Maroc	1,5	3,3	2,0	3,9	1,0	1,0	2,9
Mauritanie	7,9	6,2	7,3	7,3	2,2	6,1	7,3
Pakistan	4,6	7,9	7,8	12,0	20,8	11,7	15,5
République arabe syrienne	2,7	10,4	4,7	15,2	2,8	4,4	6,0
Tunisie	2,7	4,1	3,4	4,9	3,5	4,4	4,0
Solde budgétaire des administrations publiques	-5,3	-4,7	-4,8	-5,4	-5,2	-6,0	-6,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	-3,1	-2,1	-4,3	-1,4	-0,1	-0,6
Djibouti	-1,8	-2,4	-2,6	1,3	-4,6	-0,5	-0,1
Égypte ¹	-9,9	-8,2	-7,3	-6,8	-6,9	-8,1	-9,7
Jordanie	-3,1	-3,4	-5,5	-5,4	-8,5	-5,4	-6,8
Liban ¹	-15,3	-10,4	-10,8	-9,5	-8,2	-7,2	-10,5
Maroc ¹	-5,2	-1,8	0,3	1,5	-2,1	-4,2	-4,9
Mauritanie ^{1,2}	-6,6	35,8	-1,6	-6,5	-5,1	-0,4	-1,7
République arabe syrienne	-2,1	-1,1	-4,0	-2,9	-2,9	-4,8	-6,8
Tunisie	-2,6	-2,9	-2,8	-0,7	-2,6	-1,2	-4,3
Solde extérieur courant	-0,4	-1,6	-2,5	-4,6	-4,6	-3,3	-4,1
<i>(En pourcentage du PIB)</i>							
Afghanistan, Rép. d'	...	-5,7	0,9	-1,6	-2,6	2,0	-0,7
Djibouti	-0,4	-11,5	-21,4	-24,3	-9,1	-6,7	-15,4
Égypte	1,6	1,6	2,1	0,5	-2,3	-2,0	-2,7
Jordanie	-0,0	-11,0	-16,9	-9,0	-6,3	-5,4	-8,5
Liban	-15,2	-5,3	-6,8	-9,2	-9,4	-10,2	-12,9
Maroc	2,2	2,2	-0,1	-5,2	-4,9	-4,2	-5,7
Mauritanie	-18,8	-1,3	-18,3	-15,8	-12,3	-4,9	-6,9
Pakistan	1,6	-3,9	-4,8	-8,5	-5,7	-2,3	-1,5
République arabe syrienne	-1,3	-2,3	-3,6	-2,8	-5,7	-4,4	-4,6
Tunisie	-3,0	-1,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,8	-7,8

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Administration centrale.²Y compris les recettes pétrolières versées au fonds pétrolier.

3. Les défis à relever

3.1. Pays MOAN importateurs de pétrole : créer des emplois pour les jeunes

Les événements politiques et sociaux qui se déroulent actuellement dans la région mettent en lumière l'acuité du problème du chômage des jeunes. Pour stimuler la création d'emplois et améliorer l'employabilité des jeunes travailleurs, les autorités peuvent dès à présent accélérer le lancement des investissements d'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre, offrir des incitations fiscales ou des garanties de crédit aux petites et moyennes entreprises (PME) viables qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre et développer les programmes de formation prometteurs ou en instituer de nouveaux à la fois bien conçus et efficaces. Ces mesures ne sauraient toutefois se substituer à une stratégie globale visant à réorienter l'enseignement de manière à mieux préparer les jeunes diplômés en les dotant des compétences recherchées par les employeurs, améliorer le climat des affaires et de l'investissement, et démanteler les rigidités du marché du travail qui dissuadent les entreprises d'embaucher. En parallèle, les autorités doivent assurer une protection sociale effective pour les travailleurs et les demandeurs d'emploi.

Le chômage élevé est un problème auquel se heurtent de longue date les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN). En 2008, les taux de chômage de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, du Maroc, de la Syrie et de la Tunisie (désignés collectivement ci-après par l'acronyme MOAN6) ont atteint en moyenne 11 %, taux régional le plus élevé du monde (graphique 3.1.1). Alors qu'ailleurs le niveau élevé du chômage est le résultat d'une hausse relativement récente et conjoncturelle, le chômage élevé n'est pas un phénomène nouveau pour la région : dans les pays MOAN6, le chômage est essentiellement structurel et se maintient autour de 12 % depuis une vingtaine d'années. Une forte croissance de la main-d'œuvre, les inadéquations entre qualifications recherchées et qualifications offertes, les rigidités du marché du travail, l'étendue des secteurs publics et le niveau élevé des salaires minimums sont autant de facteurs qui ont contribué à la persistance d'un chômage élevé (voir l'édition d'octobre 2010 des *Perspectives économiques régionales* pour plus de détails).

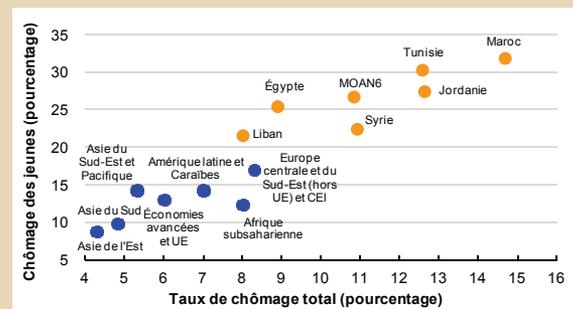
Les taux de chômage élevés des pays MOAN6, ainsi que les faibles taux d'activité — en particulier chez les femmes —, se traduisent par des taux d'emploi très bas. Dans les pays MOAN6, le taux d'activité, à environ 48 %, est beaucoup plus bas que dans n'importe quelle autre région du monde. Le taux

Préparé par Yasser Abdih.

Graphique 3.1.1

Taux de chômage par région^{1,2}

(2008³)



Sources : Organisation internationale du travail; autorités nationales; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services.

¹MOAN6 = Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Maroc et Tunisie.

²Le taux de chômage total et celui du chômage des jeunes pour le Maroc sont fondés sur l'enquête sur la population active urbaine.

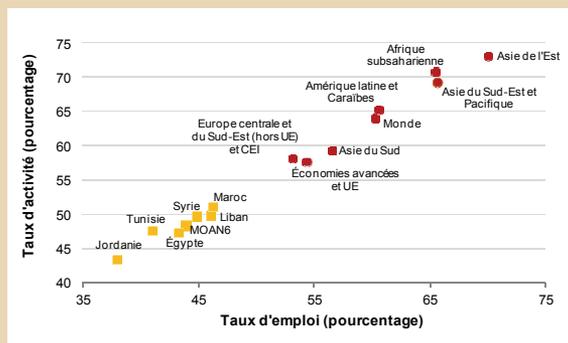
³Ou année la plus récente pour laquelle on dispose de données.

d'emploi régional y est aussi le plus faible du monde, se situant bien en dessous de 50 %, contre par exemple 70 % en Asie de l'Est (graphique 3.1.2).

Le chômage : un phénomène qui concerne essentiellement les jeunes

Dans la région, le chômage est un phénomène qui concerne essentiellement les jeunes. La proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) dans le nombre total de

Graphique 3.1.2

Taux d'emploi et taux d'activité par région
(2008)

Sources : Organisation internationale du travail; autorités nationales; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations des services.

chômeurs dépasse 40 % dans tous les pays MOAN6 et elle est proche de 60 % en Égypte et en Syrie¹. De plus, le taux de chômage des jeunes des pays MOAN6 — de plus de 25 % — dépasse celui de n'importe quelle autre région du monde; il atteint 30 % en Tunisie et 32 % au Maroc (graphique 3.1.1). Contrairement à ce qui se passe habituellement dans les autres pays, dans la région MOAN, l'éducation n'est pas une garantie contre le chômage. Celui-ci tend même à s'accroître avec le niveau d'éducation, dépassant 15 % en Égypte, en Jordanie et en Tunisie parmi les personnes ayant suivi des études supérieures.

Des remèdes immédiats avec des avantages à long terme : les enseignements d'autres pays

Les troubles politiques et sociaux qui agitent aujourd'hui la région ont rendu d'autant plus urgente la lutte contre le chômage des jeunes. Face à ce problème qui ne cesse de s'accroître, les autorités de toute la région s'efforcent de trouver des moyens de créer des emplois et d'améliorer l'employabilité de leurs populations jeunes. Elles peuvent

¹En ce qui concerne la proportion de jeunes dans le nombre total de chômeurs, les chiffres se rapportent à l'année 2008 ou à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données. Les données proviennent de l'Organisation internationale du travail, sauf dans le cas de la Jordanie (Département des statistiques).

commencer par prendre dès maintenant des mesures qui seront aussi bénéfiques à long terme.

Transformer les investissements d'infrastructure en machines à créer des emplois. L'investissement dans les infrastructures peut avoir un effet sensible sur la création d'emplois, même à court terme. L'expérience de pays d'Amérique latine et des Caraïbes indique, par exemple, qu'une dépense de 1 milliard de dollars en projets d'infrastructure peut créer à court terme environ 40.000 nouveaux emplois directs et indirects annuels. Si l'on extrapole ces chiffres aux cas de l'Égypte et de la Tunisie par exemple, une dépense équivalant à 1 % du PIB sur des projets d'infrastructure créerait à court terme non moins de 87.000 emplois en Égypte et 18.000 en Tunisie. Pour obtenir un effet immédiat, les autorités de la région peuvent donc accélérer le lancement des projets d'infrastructure viables à forte intensité de main-d'œuvre qui sont déjà prévus, sans compromettre la viabilité des finances publiques. Non seulement cette politique créera des emplois salariés — notamment pour les jeunes —, mais elle rehaussera aussi la croissance à long terme et, de ce fait, contribuera à la création continue d'emplois.

Soutenir l'activité du secteur privé par des mesures macroéconomiques. Pour encourager la création d'emplois, les autorités peuvent envisager la possibilité d'offrir des incitations fiscales ou des garanties de crédit aux petites et moyennes entreprises viables qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre, comme l'ont fait de nombreuses économies émergentes et en transition pendant la crise financière mondiale. En outre, il serait aussi utile de supprimer les obstacles qui entravent l'accès des PME au crédit.

Développer les programmes de formation prometteurs en s'inspirant des initiatives réussies de la région. Les programmes de formation à la fois variés et prometteurs à l'intention des jeunes sont de plus en plus nombreux dans la région. On citera en particulier la Fondation de l'éducation pour l'emploi (EFE), qui opère actuellement dans plusieurs pays de la région, dont l'Égypte, la Jordanie et le Maroc. L'EFE travaille avec les entreprises pour évaluer la demande de qualifications professionnelles afin de fournir aux jeunes des programmes de formation

adaptés en conséquence. En offrant une formation à la fois théorique et pratique, la fondation réussit à doter les demandeurs d'emplois des compétences recherchées par les entreprises et à trouver des emplois aux jeunes chômeurs. Ainsi, 85 % de ses diplômés ont trouvé un poste en Jordanie et 86 % ont trouvé soit un poste, soit un stage au Maroc. Les autorités devraient s'inspirer de ces programmes prometteurs et les étendre.

Mettre en place de nouveaux programmes de formation bien conçus et efficaces. Compte tenu de l'ampleur du chômage des jeunes et de la nécessité urgente d'y remédier, les responsables pourraient, en plus de développer les programmes donnant de bons résultats, procéder à de nouveaux investissements dans des programmes de formation bien conçus. Étant donné que les nouveaux investissements mettront peut-être un certain temps à porter leurs fruits, il est crucial que les autorités agissent sans tarder. L'expérience d'autres pays peut être riche d'enseignements pour la conception de ces programmes. Par exemple, d'après les évaluations qui ont été faites des programmes de formation de jeunes en Amérique latine, ceux qui sont conçus en fonction de la demande, offrent une formation en entreprise, incluent l'acquisition de compétences techniques et interpersonnelles, comprennent un suivi des résultats des étudiants et prévoient une étude d'impact ont des effets très sensibles sur l'emploi et les gains des participants.

En même temps, lorsqu'ils élaborent des solutions à court terme pour lutter contre le chômage des jeunes, les gouvernements doivent veiller à ne pas compromettre la réalisation à long terme du double objectif de création d'emplois durables et d'enseignement de compétences productives. Par exemple, face aux troubles et à l'incertitude politiques actuels, les autorités pourraient être tentées de créer rapidement des emplois inutiles dans un secteur public déjà pléthorique. Cette mesure, sur laquelle il pourrait être difficile de revenir par la suite, risque de fausser les incitations sur le marché du travail et de détourner des ressources au détriment d'un secteur privé qui pourrait être plus dynamique. Autre exemple, l'octroi de subventions aux jeunes chômeurs éduqués, même s'il est louable et fournit un vrai

soutien, risque d'accentuer l'inadéquation des compétences des futurs entrants sur le marché du travail si le seul critère retenu pour accorder ces subventions est celui des diplômes et des références.

Les piliers d'une stratégie globale pour l'emploi

Parallèlement aux mesures décrites plus haut, les autorités doivent mettre en place une stratégie globale pour l'emploi visant à remédier aux problèmes structurels sous-jacents. Cette stratégie doit reposer sur trois piliers : favoriser une croissance qui ne laisse personne à l'écart, améliorer la formation professionnelle et assurer une protection sociale convenable pour les travailleurs et les demandeurs d'emploi.

Promouvoir une croissance plus vigoureuse et plus solidaire

Une croissance forte demeure indispensable pour créer des emplois à l'intention des nouveaux entrants sur le marché du travail. Cette croissance doit être mieux partagée; autrement dit, les autorités doivent faire en sorte que toutes les couches de la population, et pas seulement une minorité de privilégiés, puissent contribuer à la croissance économique et en bénéficier. En outre, c'est le secteur privé qui doit être le principal moteur de la croissance; les pouvoirs publics doivent donc s'attacher à favoriser l'épanouissement de ce secteur.

- *Créer des conditions équitables pour tous.* «Les stratégies de croissance ne peuvent pas réussir sans un engagement à promouvoir l'égalité des chances, donnant à chacun, équitablement, la possibilité de bénéficier des fruits de la croissance»². Il s'agit de créer un environnement où les citoyens, en particulier les jeunes, ont des chances égales de bénéficier d'une bonne éducation, d'obtenir des emplois de bonne

²Commission sur la croissance et le développement, 2008, *Rapport sur la croissance : stratégies à l'appui d'une croissance durable et un développement solidaire*, p. 8, www.growthcommission.org

qualité et d'accéder au crédit ou d'acheter des terrains ainsi que d'autres facteurs de production. Une plus grande égalité des chances et un meilleur partage des bienfaits de la réforme économique formeraient un socle solide sur lequel s'appuyer pour améliorer de façon durable le niveau de vie de toute la population.

- *Améliorer le climat des affaires.* Les emplois potentiels de la région ne pourront être libérés que si des réformes sont engagées pour créer un environnement plus propice à l'investissement et à la concurrence, notamment par la simplification des démarches administratives coûteuses et compliquées qui entravent la création d'entreprises, le renforcement de la législation régissant les droits de propriété et une meilleure exécution des contrats. Ces réformes aideraient aussi les jeunes travailleurs éduqués à délaisser les activités du secteur informel qui leur rapportent peu et ne contribuent guère à la croissance au profit d'emplois dans le secteur formel.
- *Faire appel à la diaspora.* Un grand nombre d'expatriés originaires de la région vivent en Europe, aux États-Unis et dans les pays du Golfe. Dans bien des cas, non seulement ils sont diplômés de l'enseignement supérieur, mais ils ont aussi des années d'expérience de la concurrence. En faisant appel aux membres qualifiés de la diaspora et en inversant ainsi la fuite des cerveaux, les pays de la région pourraient accroître chez eux l'offre de main-d'œuvre qualifiée et aider ainsi leur économie à se développer et à participer à la concurrence mondiale³. L'amélioration du climat des affaires, une meilleure gouvernance et une protection plus sûre des droits de propriété, y compris intellectuelle, sont autant d'éléments qui contribueraient au retour des expatriés qualifiés. D'après l'expérience de l'Inde et de Taiwan, qui ont réussi à inciter certains de leurs expatriés qualifiés à rentrer au pays, il semblerait

que ces réformes gagnent à être appuyées par des mesures d'accompagnement, telles que des incitations fiscales et financières.

- *Encourager les échanges commerciaux.* Selon des études empiriques récentes, le commerce extérieur des pays de la région est nettement inférieur à son potentiel (voir l'édition d'octobre 2010 des *Perspectives économiques régionales*). De plus, d'après une analyse récente du Forum économique mondial, les politiques commerciales des pays MOAN⁶ comptent parmi les plus restrictives au monde. Les droits de douane de ces pays, qui atteignent environ 12 % en moyenne, sont près de deux fois plus élevés que ceux des pays émergents d'Asie. En outre, plusieurs pays de la région sont parmi les moins bien classés des 139 pays sur lesquels portait l'enquête pour l'indicateur des restrictions globales au commerce. En libéralisant davantage le commerce extérieur et en ouvrant ses marchés intérieurs, la région pourrait stimuler la croissance de la production et la demande de main-d'œuvre. Dans cette optique, les pays auraient aussi intérêt à abaisser leurs droits de douane, à diversifier leurs échanges en les réorientant davantage vers les marchés émergents en plein essor et à développer le commerce intrarégional.

S'attaquer aux causes profondes de l'inadéquation des qualifications

- *Redéfinir le programme de formation en fonction des besoins du secteur privé.* Les décideurs devraient développer les initiatives visant à mieux aligner la formation sur les besoins du secteur privé. Parmi les initiatives prometteuses, on peut citer Injaz, un partenariat entre les ministères de l'éducation et le secteur privé qui fait appel à des intervenants du monde de l'entreprise pour enseigner aux étudiants du secondaire et du supérieur des compétences qu'ils pourront faire valoir sur le marché, notamment les principes de base de la gestion d'entreprise, le travail en équipe, les qualités requises d'un chef et l'optique d'un chef d'entreprise. L'initiative Injaz a été lancée en Jordanie en 1999, mais couvre aujourd'hui une douzaine de pays de la région.

³Marcus Noland et Howard Pack, 2007, *The Arab Economies in a Changing World* (Washington, Peterson Institute for International Economics).

- *Réforme de la politique d'admission des universités.* Compte tenu de l'attrait que présentent dans toute la région les études universitaires, il pourrait être utile de jouer sur la politique d'admission des universités pour influencer l'acquisition de compétences en amont. Si cette politique était réformée de manière à inclure un éventail de critères qui aille au-delà de la simple mémorisation (à savoir rédaction, pensée critique et résolution de problèmes), les étudiants seraient plus motivés aux niveaux primaire et secondaire pour acquérir ces connaissances.
- *Réformer les pratiques de recrutement et la politique de rémunération du secteur public.* Les procédures de recrutement du secteur public devraient mettre davantage l'accent sur les compétences et la concurrence entre les candidats que sur leurs qualifications formelles. Les autorités devraient instituer des entretiens et des tests permettant d'évaluer un éventail plus large de compétences que celles que testent actuellement les universités et les écoles, à savoir les qualifications pratiques et les compétences interpersonnelles. En outre, le renforcement du lien entre rémunération et résultats ainsi que la mise en œuvre d'une politique de promotion fondée sur le mérite donneraient aussi des indications adéquates aux jeunes en ce qui concerne l'acquisition de compétences⁴.

⁴Voir, par exemple, Djavaad Salehi-Isfahani et Navtej Dhillon, 2008, «Stalled Youth Transitions in the Middle East: A Framework for Policy Reform», Middle East Youth Initiative Working Paper No. 8 (Dubai, Middle East Youth Initiative).

Protéger le travailleur, et non le poste

Par rapport à d'autres parties du monde, les marchés du travail de la région pâtissent d'une réglementation excessivement rigide. En Égypte, par exemple, les indemnités de licenciement pour les travailleurs en place sont équivalentes à 132 semaines du salaire final. En Syrie et au Maroc, la moyenne est respectivement de 80 et 85 semaines, soit beaucoup plus que la moyenne de 38,6 semaines pratiquée dans la région Asie de l'Est-Pacifique, et que les 25,8 semaines du monde développé⁵. Ces coûts de licenciement élevés dissuadent tout simplement les entreprises d'embaucher. Par conséquent, bien que cette réglementation ait pour but de protéger le travailleur, en fait, elles entravent la création d'emplois dans le secteur formel et contribue à pousser les entreprises dans l'économie informelle où les jeunes n'ont guère l'occasion de se perfectionner.

Les pouvoirs publics devraient s'efforcer d'assouplir les réglementations par trop rigides du marché du travail tout en préservant le droit de négociation collective des travailleurs et en leur assurant une protection sociale effective, notamment sous forme d'une assurance chômage. Une réglementation plus souple du marché du travail aiderait le secteur privé à s'adapter de façon plus efficace aux signaux du marché et faciliterait l'adaptation du marché du travail aux autres réformes, telles que la libéralisation du commerce.

⁵Navtej Dhillon et Tarik Yousef (éd.), 2009, *Generation in Waiting: The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East* (Washington, Brookings Institution Press).

3.2. De la subvention des produits à la protection des personnes : renforcer la protection sociale dans les pays de la région MOANAP

Les subventions généralisées des prix, notamment des produits alimentaires et énergétiques, sont courantes dans la région MOANAP. Les pouvoirs publics les apprécient particulièrement, car elles sont faciles à administrer, mais elles créent aussi des distorsions et ne sont pas bien ciblées. Plusieurs pays ont récemment créé de nouvelles subventions de prix ou étendu la portée des subventions existantes (tout en réduisant parfois les impôts indirects) pour amortir les effets de la hausse des cours mondiaux des matières premières. Ces mesures peuvent servir de palliatif, mais les pays doivent se préparer à remplacer les subventions par des mécanismes de protection sociale plus efficaces par rapport aux coûts, notamment des transferts monétaires et autres formes d'aide au revenu. Réformer le système des subventions est une tâche difficile, mais l'expérience montre qu'en adoptant certaines mesures, les pays peuvent faciliter la transition : ils peuvent notamment rassembler et diffuser des données sur les coûts et les bénéficiaires des subventions, articuler des stratégies globales de communication, renforcer la gouvernance et la prestation des services du secteur public, affiner progressivement le ciblage des subventions, dédommager les personnes désavantagées par la réforme, compléter les dispositifs ciblés de protection sociale, instaurer des mécanismes automatiques de fixation des prix et suivre une démarche coordonnée à l'échelle régionale.

Coût du recours aux subventions pour assurer la protection sociale

Les pays de la région MOANAP se distinguent des pays comparables d'autres régions par leur intense recours aux subventions généralisées des prix comme outil de protection sociale (encadré 3.2.1). Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, la région MOANAP pratiquait en 2009 près des deux tiers de l'ensemble des subventions accordées aux prix des produits pétroliers dans le monde. Les subventions des prix alimentaires sont également très répandues, puisqu'elles sont actuellement appliquées dans 17 des 22 pays de la région.

Il existe peu de données sur les coûts budgétaires de ces subventions, tant en termes de dépenses que de manque à percevoir. D'après des estimations agrégées des différentes équipes-pays du FMI, les subventions pratiquées dans les pays de la région MOANAP se seraient chiffrées en 2010 à 200 milliards de dollars EU (7,8 % du PIB), dont près de 15 % pour soutenir les prix des produits alimentaires et le reste pour les carburants et l'électricité.

Bien que l'on ne dispose pas d'un décompte précis des autres dépenses de protection sociale,

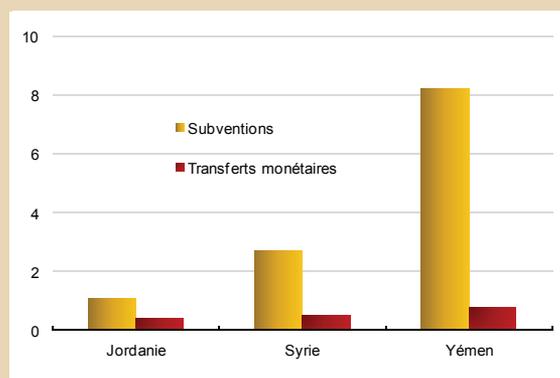
Préparé par Andreas Bauer.

il semblerait, d'après quelques données partielles, que les mécanismes de protection et les régimes d'assurance sociale jouent un rôle moins important dans la région. Les transferts monétaires ciblés et autres modes d'aide au revenu, en particulier, ne sont pas très répandus dans les pays de la région et, dans les cas où ils existent, les ressources qui leur sont affectées demeurent relativement limitées (graphique 3.2.1).

Subventionner les prix impose aussi des coûts en termes d'efficacité. En 2009 et 2010, les pays de

Graphique 3.2.1

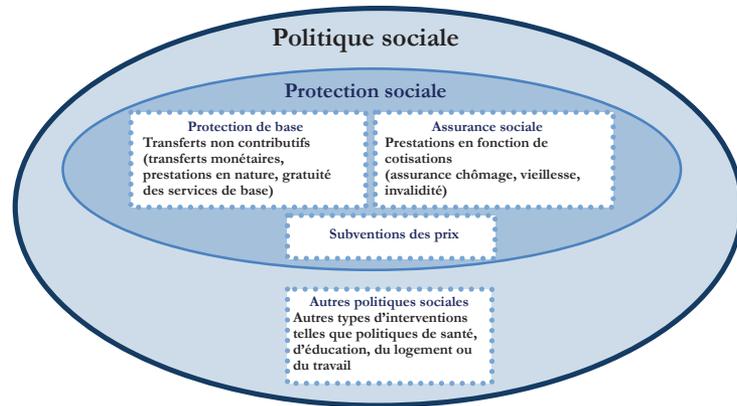
Coût des subventions et des transferts monétaires (En pourcentage du PIB, 2010)



Sources : calculs des services du FMI et autorités nationales.

Encadré 3.2.1**Outils de protection sociale**

La mission sociale de l'État consiste à assurer la protection sociale des couches les plus démunies de la population. Les outils les plus utilisés à cette fin sont en général les mécanismes de protection de base, les subventions des prix et les régimes d'assurance sociale. Les mécanismes de protection de base sont des programmes non contributifs de prestations, tels que les transferts monétaires ou quasi monétaires (coupons alimentaires, par exemple), les transferts en nature (cantines scolaires, compléments materno-infantiles, distribution de rations alimentaires) et la gratuité des services de base (écoles, soins de santé, services publics et transports notamment). Les régimes d'assurance sociale accordent des prestations en fonction de cotisations préalablement versées par les bénéficiaires (assurance chômage, vieillesse, ou invalidité).

Taxinomie des interventions de politique sociale

Source : illustration des services du FMI.

la région MOANAP n'ont répercuté que 25 % de la hausse mondiale du prix de l'essence sur les consommateurs, et un taux encore moindre du prix du gasoil. Les prix moyens des carburants à la pompe sont, par conséquent, nettement inférieurs à ceux d'autres régions.

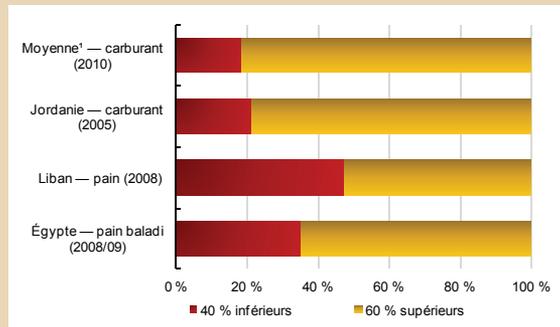
Lorsque les prix énergétiques et alimentaires sont bas, cela incite au gaspillage et à la surconsommation, au risque de détériorer l'environnement et d'entraîner de mauvais choix d'investissement ainsi que des problèmes de compétitivité. Des pays tels que les Émirats arabes unis et l'Iran, par exemple, ont une consommation d'énergie (corrigée des écarts de revenus) qui est plus de 50 % supérieure à celle des États-Unis. En Égypte, il semblerait qu'en raison des subventions, le pain serve à alimenter les animaux. Les subventions encouragent par ailleurs des activités improductives pour la société, telles que la contrebande, le marché noir et la corruption.

Les subventions généralisées des prix étant par définition mal ciblées, leur efficacité en tant qu'outil

de protection sociale est fort contestable par rapport à leur coût. En Jordanie, par exemple, les 40 % les plus pauvres de la population reçoivent moins du quart du total des dépenses en subventions énergétiques. Les subventions alimentaires sont en général plus performantes en termes de ciblage, bien que, même dans leur cas, il existe de fortes déperditions au profit des classes aisées (graphique 3.2.2).

Les pays de la région MOANAP doivent avoir pour objectif à plus long terme de concevoir et d'instaurer des mécanismes de protection sociale plus efficaces et moins onéreux pour remplacer les subventions. Il est possible dans la pratique de mieux cibler les dispositifs de protection sociale, tels que les transferts monétaires et autres formes d'aide au revenu : en général, si les transferts monétaires sont bien conçus, 50 à 75 % des dépenses bénéficient aux 40 % les plus pauvres de la population. Remplacer les subventions par des aides au revenu permettrait de renforcer la protection sociale et libérer des ressources conséquentes pour d'autres priorités, ce qui est important dans le cas de nombreux pays

Graphique 3.2.2
**Répartition des subventions
 entre groupes de revenu**
 (En pourcentage)



Sources : Robert Gillingham et Moataz El-Said, 2005, «Jordan: Distributional Effects of Eliminating Subsidies for Petroleum Products», rapport d'assistance technique (Washington, Fonds monétaire international); Javier Arze del Granado, David Coady et Robert Gillingham, 2010, «The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries», document de travail du FMI 10/202 (Washington, Fonds monétaire international); Banque mondiale, 2010, «Egypt's Food Subsidies: Benefit Incidence and Leakages» (Washington).

importateurs de pétrole dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée. Même pour les pays exportateurs de pétrole qui n'ont aucun problème d'espace budgétaire, l'élimination progressive des subventions aura pour avantages d'enrayer les excès de la consommation et de promouvoir des comportements d'économie ainsi que l'adoption de technologies à meilleur rendement énergétique.

Pourquoi est-il si difficile de réformer les subventions des prix?

Les tentatives d'élimination progressive des régimes de subventions se sont heurtées à de nombreux obstacles dans les pays de la région MOANAP et ailleurs. Certaines réformes, surtout celles des années 80 et 90, ont permis de réduire les dépenses, mais il a souvent fallu battre en retraite devant une résistance (parfois violente), ou transiger face aux fortes fluctuations des cours des matières premières.

Plusieurs facteurs sont à l'origine des résultats disparates enregistrés jusqu'à présent par les réformes des subventions.

- Premièrement, en raison de la pénurie des données disponibles sur l'ampleur des subventions et leur effet sur la redistribution

des revenus, il est relativement difficile d'appréhender leur coût budgétaire et les distorsions qu'elles engendrent.

- Deuxièmement, les subventions ont mis en jeu des intérêts particuliers qu'il est difficile de surmonter.
- En troisième lieu, la résistance à la réforme provient en partie de la problématique plus vaste de la prestation des services publics. Dans nombre de pays, les ménages des classes moyennes sont en grande difficulté, car ils ne peuvent pas compter sur les soins de santé, les écoles ou les services de base assurés par le secteur public. Les subventions des prix sont alors considérées comme l'un des rares avantages tangibles en échange du paiement des impôts, et leur élimination se heurte à une farouche résistance.
- Quatrièmement, dans les pays producteurs de pétrole, l'énergie bon marché est considérée par beaucoup comme un droit, surtout lorsqu'aux yeux de la population, les ressources naturelles ne produisent pas d'autre dividende.
- Enfin, même dans les cas où les subventions ont un effet nettement régressif, leur élimination peut porter atteinte aux pauvres et aux autres couches vulnérables de la population. Pour assurer une transition en douceur, il faut donc mettre au point des programmes de retrait progressif des subventions.

Renforcer la protection sociale à court terme

Aujourd'hui, les responsables des pays de la région MOANAP sont confrontés au double défi d'apaiser dans l'immédiat les tensions sociales provenant notamment de la hausse des prix alimentaires et énergétiques, tout en commençant simultanément à réformer fondamentalement leurs régimes de protection sociale.

Pour calmer les tensions à court terme, les pays de la région ont annoncé un certain nombre de mesures d'atténuation (voir chapitres 1 et 2). Certains

Encadré 3.2.2**Exemples de réformes réussies**

Au **Mexique**, le programme Progresa (rebaptisé par la suite *Oportunidades para la Mayoría*) est un programme de transferts monétaires mis en œuvre en 1997 à l'intention des couches les plus pauvres de la population, à condition que certains objectifs soient respectés en matière de santé, d'éducation et d'alimentation (bilans médicaux réguliers, assiduité scolaire). Il a permis aux autorités d'éliminer progressivement un certain nombre de subventions alimentaires mal ciblées, dont, en 1999, la subvention générale accordée à la tortilla. L'évaluation des résultats confirme que les transferts, calculés à la fois selon les conditions de ressources et un processus d'autosélection, constituent des mécanismes de protection sociale relativement bien ciblés par rapport aux autres mécanismes.

L'**Indonésie** a plus que doublé les prix des carburants en 2005 pour les accroître à nouveau de 25 à 33 % en 2008. Les économies budgétaires issues de ces hausses des prix ont financé un programme d'indemnisation monétaire à l'intention de 15,5 millions de familles pauvres (programme transformé par la suite en un système de transferts monétaires conditionnels). D'autres types de dédommagement ont été accordés à d'autres couches de la population, sous forme d'un relèvement du seuil de l'impôt sur le revenu des particuliers, une réduction des droits sur le sucre et une exonération de la TVA sur les produits agricoles. Dans le cadre de cette réforme, les autorités ont instauré un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants. L'existence d'un mécanisme bien ciblé d'allocation des transferts et une campagne de communication réussie ont contribué à la réussite de la réforme en Indonésie.

La **Jordanie** a suivi une démarche progressive pour éliminer les subventions des prix pétroliers à compter de 2005 et, dès février 2008, les prix pétroliers intérieurs suivaient les cours internationaux par le biais d'un mécanisme mensuel de fixation automatique des prix. Les mesures d'atténuation mises en place ont été les suivantes : hausse du salaire minimal et de la rémunération des agents de la fonction publique, primes ponctuelles aux salariés de l'État et aux retraités à faible revenu, instauration d'un tarif social de l'électricité, fourniture de transferts monétaires aux ménages à faible revenu et augmentation des affectations au National Aid Fund (organisme d'assistance sociale de l'État). Cependant, en janvier 2011, en raison de tensions sociales, les autorités ont provisoirement suspendu l'ajustement automatique des prix pétroliers et diminué les taxes sur l'essence, le gasoil et le pétrole lampant. Dans l'ensemble, l'expérience de la Jordanie illustre bien à quel point il est important, lors des réformes des subventions des prix, de mettre en place des mécanismes efficaces de protection sociale qui puissent être rapidement intensifiés, pour amoindrir les risques de devoir abandonner la réforme en cas de choc brutal.

ont pu intensifier leurs dispositifs existants de protection sociale, tels que les transferts monétaires, mais de nombreux autres pays ont aussi accru les subventions ou réduit les taxes sur les produits alimentaires et énergétiques.

En l'absence d'autres mécanismes mieux ciblés, le recours à ces outils est compréhensible, mais il faut les considérer comme des remèdes provisoires en attendant de pouvoir mettre en place des dispositifs plus efficaces de protection sociale. Simultanément, il est possible d'élargir ou d'instaurer assez rapidement des mesures mieux ciblées, telles que les cantines scolaires, la gratuité des services publics surtout pour les plus démunis (santé, éducation, ou transports publics), ou des programmes de travaux publics à forte utilisation de main-d'œuvre.

Promouvoir une réforme largement internalisée

À moyen terme, chaque pays définira la structure appropriée des dispositifs renforcés de protection sociale ainsi que le rythme et les conditions de la vaste réforme des subventions selon les facteurs qui lui sont propres, notamment ses capacités administratives, le contexte politique et la conjoncture macroéconomique et budgétaire. Il est cependant possible, d'après d'autres expériences de réforme des subventions (encadré 3.2.2), de dégager un fil conducteur pour concevoir de solides stratégies de réforme :

- *Rassembler et diffuser des données sur les coûts et les avantages des subventions.* Les subventions existantes doivent être quantifiées, expliquées

Encadré 3.2.3**Remplacement des subventions par des transferts monétaires : la réforme des subventions en République islamique d'Iran**

En Iran, la loi portant réforme des subventions, approuvée l'an dernier par le parlement iranien, est entrée en vigueur en décembre. En augmentant de façon significative (jusqu'à 20 fois) les prix de tous les principaux produits pétroliers, des transports publics, de l'eau et de certains produits alimentaires (le pain notamment), l'Iran a été le premier grand pays exportateur d'énergie à réduire de façon draconienne les subventions indirectes pour les remplacer par des transferts monétaires généralisés à l'ensemble de la population.

Les hausses de prix ont, d'après les estimations, permis d'éliminer près de 60 milliards de dollars EU de subventions annuelles de produits (soit près de 15 % du PIB). La loi stipule que, sur les recettes ainsi dégagées par ces hausses de prix, 30 milliards de dollars EU environ doivent être redistribués la première année à égalité à tous les ménages en espèces, 18 milliards de dollars EU doivent être alloués aux entreprises pour financer leur restructuration destinée à réduire leur consommation d'énergie, et près de 12 milliards de dollars EU doivent revenir à l'État pour lui permettre de payer ses factures plus élevées d'énergie et améliorer le rendement énergétique des activités du secteur public.

Impact

Malgré la hausse considérable des prix, la réforme a pu être mise en œuvre en douceur. Les versements d'espèces aux ménages ont permis de soutenir la demande de biens iraniens et ont particulièrement bénéficié aux pauvres. D'après certaines indications, cette nouvelle richesse qui pénètre jusque dans les plus petites villes et villages du pays est en train d'insuffler un nouvel élan à l'activité économique. Même s'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact sur la consommation intérieure d'énergie, il semble, d'après les premières indications, que celle-ci a régressé de près de 20 % dans le cas de certains combustibles. L'impact de la hausse des cours de l'énergie sur les prix à la consommation a jusqu'à présent été limité, car les autorités ont ralenti les répercussions sur les prix à la pompe en augmentant les importations, en accumulant des stocks et en prenant des mesures administratives.

Enseignements pour l'avenir

La bonne exécution de la réforme des prix s'explique essentiellement par la clarté des objectifs de la réforme, la préparation technique et les vastes efforts de communication déployés par le gouvernement pour expliquer les avantages de la réforme et les conditions d'admissibilité aux transferts monétaires.

et inscrites au budget de façon à être mises en concurrence avec d'autres priorités de financement public. Il convient par ailleurs de réaliser des enquêtes auprès des ménages et d'en publier les résultats pour pouvoir identifier les bénéficiaires des subventions. Cela permettra de mieux sensibiliser la population aux coûts des subventions et de faire mieux comprendre les arguments en faveur de la réforme.

- *Articuler une stratégie globale de communication.* Selon une étude de 40 cas de réformes nationales des subventions entre 2002 et 2006, il est clair que les chances de réussite sont

pratiquement triplées en présence d'un soutien politique fort et d'une campagne de communication énergique auprès du grand public.

- *Renforcer la gouvernance, la responsabilité et la capacité du secteur public.* La résistance aux réformes des subventions s'estompera si la conviction existe que les ressources ainsi dégagées seront utilisées à bon escient par les pouvoirs publics. Il convient à cette fin de renforcer la gestion des finances publiques, notamment l'intégrité du budget et le processus de gestion des investissements. Les économies nettes dégagées par de telles réformes doivent être affectées

Iran : principaux prix énergétiques*(Millions de barils par jour)*

	Avant 19 décembre 2010 ¹ centimes de dollar/litre	Depuis 19 décembre 2010 ¹ centimes de dollar/litre
Essence normale	10/39	39/68
Essence super	15/53	49/78
Diesel	1,6	15/34
Gasoil	1,6	15/34
Pétrole lampant	1,6	10
Fioul	1	19

Source : données rassemblées par les auteurs à partir des médias.

¹Le premier prix s'applique aux quantités rationnées, le deuxième prix aux quantités vendues en sus de ce quota. Pour faciliter la transition, les ménages et certaines entreprises industrielles et agricoles ont le droit d'acheter des quantités limitées de combustibles au prix inférieur. Ces quotas au prix inférieur devraient être progressivement éliminés.

À terme, le défi essentiel pour l'Iran va consister à réformer le secteur agricole et le secteur industriel fortement consommateurs d'énergie pour compenser les effets négatifs de la hausse des prix énergétiques sur leurs situations financières. Les entreprises iraniennes vont devoir réorienter leurs gammes de production vers des produits à plus grand rendement énergétique et modifier leurs technologies de production pour réduire leurs coûts. C'est un processus d'ajustement qui prendra sans doute plusieurs années et devra être soutenu par des politiques et des incitations tant au niveau macro- que microéconomique. Les autorités, parfaitement conscientes du défi à relever, prévoient de lancer un certain nombre de programmes destinés à accompagner les entreprises dans leurs efforts de restructuration.

Les auteurs de cet encadré sont Dominique Guillaume et Roman Zyteck.

de façon transparente aux projets hautement prioritaires pour susciter l'adhésion de la population. Dans les pays disposant de peu de marge de manœuvre budgétaire, néanmoins, il se peut que les ressources dégagées doivent en partie être consacrées à la résorption du déficit et de la dette.

- *Affiner progressivement le ciblage des subventions pour produire rapidement des résultats.* Le passage d'un régime de protection sociale reposant en grande partie sur les subventions des prix à un dispositif complet de protection sociale dominé par les transferts monétaires et autres formes d'aide au revenu devra être progressif

dans la plupart des cas, car il convient de concevoir et mettre en place les modes de prestation et les mécanismes de ciblage. En attendant, cependant, une amélioration du ciblage permettra de produire rapidement des résultats en limitant la portée des subventions existantes aux produits de première nécessité pour les plus démunis ou en plafonnant les quantités de produits subventionnés aux niveaux de consommation de subsistance. Une fois les modes de prestation en place, les subventions doivent être remplacées par des transferts monétaires indexés sur les prix et assortis idéalement de conditions qui inciteront à investir dans le capital humain (si les coûts

administratifs ne sont pas trop élevés). Dans les cas où les transferts monétaires sont déjà en vigueur, ils peuvent être développés et augmentés dès le départ pour accélérer l'élimination progressive des subventions.

- *Dédommager les perdants de la réforme.* D'après les résultats des expériences de réforme des subventions, il semble que la réforme a au moins deux fois plus de chances de réussir si d'autres mécanismes de protection sociale sont disponibles et si des indemnités sont prévues. Il convient donc d'envisager des mesures destinées à protéger les plus démunis, qui vivent proches du seuil de pauvreté, et même certaines parties de la classe moyenne, en tout cas pour la phase de transition. Ces types d'indemnité peuvent être particulièrement substantiels dans les pays producteurs de pétrole, où d'importants ajustements des prix sont nécessaires alors que l'accès à une énergie bon marché est considéré comme un droit. La réforme en cours en Iran, où d'importantes subventions en nature ont été remplacées par des transferts monétaires, issus essentiellement des ressources pétrolières, devrait apporter des enseignements utiles (encadré 3.2.3). Tout système de dédommagement doit être tangible dès le début de la réforme, mais doit ensuite être intégré dans le nouveau mécanisme de protection sociale.

- *Instaurer des mécanismes automatiques des prix pour contribuer à dépolitiser la question de la tarification.* Toute réforme des subventions de prix doit viser à éliminer la fixation discrétionnaire et *ad hoc* des prix des matières premières, en particulier des produits pétroliers. Un système d'ajustement automatique des prix peut calmer le débat sur la tarification, surtout s'il est supervisé par un organisme de contrôle indépendant. Même si l'objectif ultime doit être de libéraliser les prix alimentaires et énergétiques, il peut être avantageux d'adopter une règle de lissage (en fonction de moyennes mobiles ou de plafonds d'ajustement des prix). Le lissage des prix permet, en cas de hausse soudaine des cours, d'éviter de suspendre le mécanisme d'ajustement tout en continuant à assurer la répercussion totale des prix à moyen terme.
- *Promouvoir la réforme au niveau régional si possible.* Un effort plus vaste et même coordonné à l'échelle de la région tout entière pour éliminer progressivement les subventions de prix et instaurer de meilleurs mécanismes de protection sociale peut aussi contribuer à avoir raison de la résistance au changement. Une diminution des subventions peut ainsi apparaître plus acceptable politiquement et contribuer à réduire le risque d'effets pervers de réformes isolées (en éliminant, par exemple, toute incitation à la contrebande).

3.3. Les retombées du développement financier sur la croissance économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'une des priorités de la région MOAN est d'accélérer la croissance économique à moyen terme pour rehausser le niveau de vie et faire reculer le chômage élevé. La faible croissance dans la région au cours des 30 dernières années peut s'expliquer en partie par deux facteurs liés au secteur financier : dans plusieurs pays de la région, la densité des circuits financiers est insuffisante et la région dans son ensemble n'a pas bénéficié pleinement de l'intermédiation bancaire («déficit de qualité»). Les pouvoirs publics devraient avoir pour objectifs de mettre en place une infrastructure financière propice au développement du secteur bancaire et des marchés financiers, d'intensifier la concurrence bancaire en éliminant les obstacles à l'entrée sur le marché et en améliorant l'information relative à la solvabilité des emprunteurs, de réévaluer le rôle des banques publiques et de poursuivre les réformes financières.

Un secteur financier dynamique contribue à améliorer diverses opérations économiques, notamment mobiliser l'épargne, affecter les ressources à des usages productifs, faciliter les transactions et la gestion des risques, et contrôler les entreprises. Par ailleurs, de nombreux éléments concourent à indiquer que la *densité des circuits financiers*, à savoir le niveau de l'intermédiation bancaire et de l'activité sur les marchés financiers, va de pair avec un accès plus facile aux services financiers et une croissance économique plus rapide et plus équitable.

La densité des circuits financiers est globalement adéquate ...

Sur la base de deux indices communs de la densité des circuits financiers — le ratio du crédit privé au PIB pour l'intermédiation bancaire et le ratio du volume des opérations boursières¹ pour l'activité des marchés —, la région MOAN, en moyenne, n'accuse pas de retard sur les autres régions. Entre 1975 et 2008, le ratio moyen du crédit privé au PIB pour la région MOAN a été bien plus élevé que le ratio moyen des pays émergents et en développement (graphique 3.3.1), bien qu'il ait été inférieur à celui de l'Asie de l'Est et du Pacifique depuis le début des années 90 et

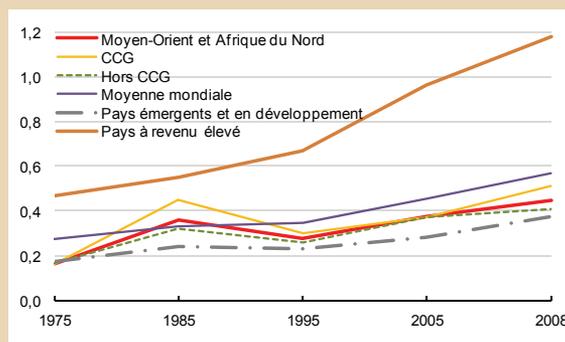
Préparé par Adolfo Barajas (FMI), Ralph Chami (FMI) et Reza Yousefi (université du Texas à Austin).

¹D'autres indicateurs sont utilisés pour mesurer la densité des circuits financiers, mais il s'avère que ces deux indicateurs ont une relation plus étroite et plus robuste avec la croissance économique. Le ratio du volume des opérations est le ratio de la valeur des actions négociées à la capitalisation du marché.

Graphique 3.3.1

Crédit privé par banques de dépôt/PIB

(1975–2008, en pourcentage)



Sources : FMI, *International Financial Statistics*; Banque mondiale, *Database on Financial Development and Structure*, 2010; calculs des auteurs.

nettement inférieur à celui des pays à revenu élevé. En 2008, le ratio du crédit privé au PIB était de 45 % dans la région MOAN, contre une moyenne de 38 % pour les pays émergents et en développement. Les marchés boursiers dans la région MOAN semblent aussi en moyenne relativement actifs, avec un ratio du volume des opérations de 40 % en 2007², soit bien plus que la moyenne de 26 % des pays émergents et en développement (graphique 3.3.2).

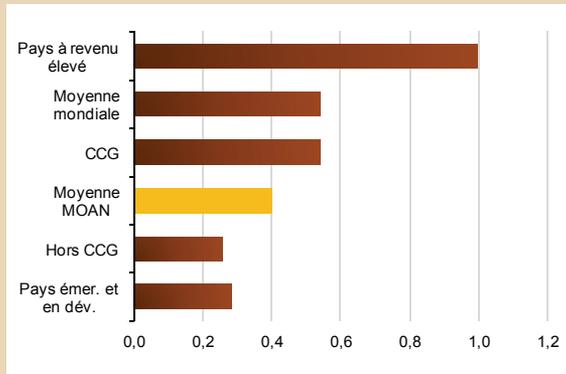
Bien entendu, la situation est loin d'être homogène au sein de la région. Les pays exportateurs de pétrole et à revenu élevé du CCG ont un secteur financier bien plus actif, avec un ratio moyen du volume d'opérations de 54 % en 2007, contre 26 % pour le

²Le nombre de pays couverts par ce ratio diminue notablement après 2007.

Graphique 3.3.2

Activité du marché boursier par région

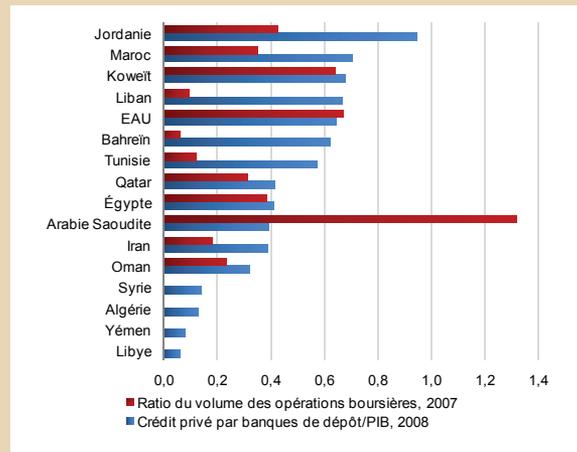
(2007, volume des opérations : valeur des actions négociées/capitalisation)



Sources : Banque mondiale, *Database on Financial Development and Structure*, 2010; calculs des auteurs.

Graphique 3.3.3

Densité des circuits financiers dans les pays MOAN



Sources : FMI, *International Financial Statistics*; Banque mondiale, *Database on Financial Development and Structure*, 2010; calculs des auteurs.

reste de la région MOAN. Au niveau des pays, les chiffres de l'Arabie Saoudite sont relativement élevés sur les deux fronts, avec un ratio du crédit privé au PIB de 39 % et un ratio du volume des opérations de 131 %, mais le ratio du crédit privé au PIB est de 8 % au Yémen (graphique 3.3.3).

... mais les banques ne sont pas efficaces

Cependant, les systèmes bancaires dans la région MOAN n'ont pas donné de résultats à la hauteur de leur développement, ce qui laisse entrevoir un *déficit de qualité* par rapport aux autres régions. Premièrement, la région MOAN ne répond pas aux attentes en matière d'accès aux services financiers. Selon les résultats d'enquêtes, les entreprises de la région MOAN, en particulier les petites et moyennes entreprises, obtiennent beaucoup moins de financements bancaires³, la concentration des prêts

³Sur la base des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises, qui indiquent que 30 % des entreprises dans la région MOAN reçoivent un prêt ou une ligne de crédit d'une banque, contre 33 % pour la moyenne des pays émergents et en développement, et que 35 % des entreprises de la région MOAN considèrent que l'accès au crédit est un obstacle important, critère pour lequel la région se classe deuxième derrière l'Afrique subsaharienne.

est plus élevée et le pourcentage de la population ayant accès aux dépôts bancaires est plus faible. Deuxièmement, une étude récente montre que la concurrence au sein des systèmes bancaires de la région MOAN est inférieure à celle des autres régions, en raison de règles d'entrée plus restrictives, de la faiblesse de l'information sur la solvabilité des emprunteurs et du sous-développement des sources de financement non bancaires⁴.

En conséquence, l'effet du développement bancaire sur la croissance dans la région MOAN est plus faible que dans les autres régions. Il ressort d'une analyse des déterminants de la croissance économique dans un large échantillon de pays que, pour un niveau donné de crédit privé, l'effet sur la croissance est inférieur d'environ un tiers à celui observé dans les autres régions émergentes ou en développement. Par exemple, si le système bancaire du Yémen devait se développer pour atteindre la moyenne des pays émergents et en développement, la croissance annuelle par habitant progresserait de 1½ point de pourcentage, alors que celle d'un pays hors MOAN dans une situation initiale similaire, par exemple l'Arménie, augmenterait de 2⅓ points

⁴Diego Anzoategui, María Soledad Martínez-Pería et Roberto Rocha (2010), «Bank Competition in the Middle East and Northern Africa Region», World Bank Policy Research Paper 5363 (Washington, Banque mondiale).

de pourcentage (graphique 3.3.4). La différence, soit environ $\frac{3}{4}$ de point de pourcentage, s'explique par le déficit de qualité. Par ailleurs, même pour les pays de la région MOAN dont le développement bancaire est supérieur à la moyenne et en hausse permanente, l'écart est sensible, jusqu'à $\frac{1}{4}$ de point de pourcentage par an.

Mesures à prendre

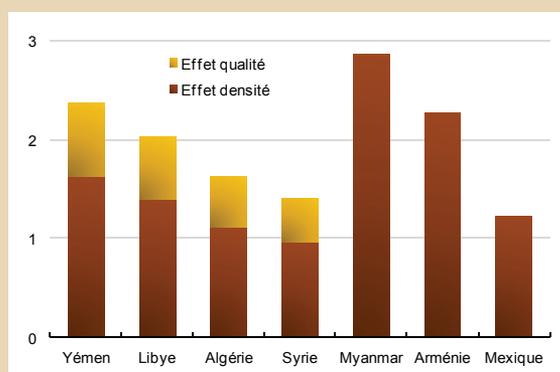
Les changements radicaux qui se produisent aujourd'hui dans la région offrent l'occasion d'opérer des réformes d'envergure dans le domaine financier. Afin de stimuler la croissance économique et de faciliter l'accès au crédit, il faudra s'employer à accroître la densité des circuits financiers, en particulier là où elle est la plus insuffisante, et à améliorer la qualité de l'intermédiation bancaire. En particulier :

- Il faudra améliorer les cadres juridiques qui protègent les droits des créanciers et des actionnaires minoritaires, simplifier les régimes d'insolvabilité, éliminer les contrôles excessifs du crédit et/ou des taux d'intérêt et préserver la stabilité macroéconomique — des mesures qui ont facilité l'expansion des circuits financiers dans le monde entier.
- Tant pour les systèmes actifs que pour ceux qui sont peu développés, il sera crucial d'intensifier la concurrence pour améliorer la qualité de l'intermédiation et renforcer la gouvernance bancaire. Il sera important d'assouplir les règles d'entrée restrictives, tant pour les banques locales que pour les banques étrangères et d'améliorer l'information sur la solvabilité des emprunteurs, notamment en mettant en place une centrale des risques ou en renforçant celle qui existe déjà.
- Dans quelques pays de la région MOAN, il convient d'évaluer soigneusement le rôle des banques publiques et, si nécessaire, de le

Graphique 3.3.4

Effet sur la croissance si le ratio crédit/PIB est porté à la moyenne des pays émergents

(Moyenne annuelle, points de pourcentage du PIB réel par habitant)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

réduire⁵. Il ressort d'une analyse à l'échelle mondiale que la prédominance des banques publiques va de pair avec un manque de densité des circuits financiers et, lorsqu'elle se conjugue à des faiblesses institutionnelles, avec des problèmes de gouvernance plus graves et une croissance économique plus faible.

- Des mesures visant à stimuler le développement des marchés financiers, en plaçant des titres de créance sur des marchés intérieurs libres et volontaires et en encourageant le développement d'un marché secondaire, intensifieraient aussi la concurrence en offrant des moyens de financement autres que bancaires.

⁵Roberto Rocha, Subika Farazi et Eric Feyen, 2011, «Bank Ownership and Performance in the Middle East and North Africa Region», non publié (Washington, Banque mondiale). Cette étude montre que les banques publiques dans la région MOAN ont trois *missions* (financement de l'État, emploi et développement) qui ont un prix : rentabilité plus faible, coûts d'exploitation plus élevés et qualité des actifs plus faible que leurs homologues privés.